

RESILIENCE ET RELEVEMENT, CHEMIN VERS LE DEVELOPPEMENT

BANGUI, 29 – 30 JUIN 2016

François Grünewald

OCTOBRE 2016





Mise en garde

L'atelier Békou a été organisé par l'équipe du Fonds Békou de la DG DEVCO de la Commission européenne et par la Délégation de l'Union européenne en RCA, en étroite collaboration avec les ministères de la République centrafricaine, et en particuliers ceux du Plan et de l'Action sociale. Cette préparation et l'animation de l'atelier, financées par la DG DEVCO, ont été soutenues par une expertise mise à disposition par le Groupe URD.

Le présent rapport, préparé par le Groupe URD sous la supervision de l'équipe du Fonds Békou, tente d'être fidèle aux discussions qui se sont déroulées lors de l'atelier, mais n'engage ni la Commission européenne, ni les États membres, ni les institutions de la RCA.

Sommaire

TABLE DES MATIÈRES	3
LISTE DES ACRONYMES	4
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	5
Un outil innovant	5
Une programmation en recherche d'excellence	5
Un engagement de ressources sur des points d'entrée sectoriels	6
Conclusions	8
Recommandations	8
RAPPORT DE L'ATELIER	11
1. L'ATELIER « RÉSILIENCE ET RELÈVEMENT, CHEMIN VERS LE DÉVELOPPEMENT » : OBJECTIFS ET DÉROULEMENT	13
2. QUELQUES ÉLÉMENTS POUR CADRER L'ATELIER	17
2.1. La situation en RCA	18
2.1.1. UNE CRISE AUX RACINES PROFONDES, DES FRACTURES INSTRUMENTALISÉES	18
2.1.2. DES EFFORTS IMPORTANTS POUR SORTIR DE LA SPIRALE NÉGATIVE	18
2.1.3. UNE SITUATION ENCORE FRAGILE MAIS OÙ LES SIGNAUX POSITIFS SE MULTIPLIENT	18
2.2. Présentation du fonds Békou	19
2.2.1. UN OUTIL EUROPÉEN ORIGINAL FACE AUX DÉFIS DES SORTIES DE CRISE	19
2.2.2. UN OUTIL ANCRÉ DANS LES RÉFLEXIONS STRATÉGIQUES DE LA COMMISSION EUROPÉENNE	19
2.2.3. LES EFFORTS DE PLANIFICATION DE LA REPRISE DU DÉVELOPPEMENT EN RCA	19
3. PRÉSENTATION DES DÉBATS DE L'ATELIER	21
3.1. Les enjeux globaux	22
3.1.1. FAIRE FACE AUX HÉTÉROGÉNÉITÉS GÉOGRAPHIQUES DE DÉVELOPPEMENT	22
3.1.2. ASSURER QUE L'AIDE S'ATTACHE AUX CAUSES PROFONDES DU CONFLIT ET À LEURS CONSÉQUENCES	24
3.1.3. CONTRIBUER À LA MISE EN PLACE D'UNE GOVERNANCE INCLUSIVE	24
3.1.4. RENFORCER LE RÔLE, LES CAPACITÉS ET L'IMPLICATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	24
3.1.5. INNOVER, PARTAGER	25
3.2. Les enjeux sectoriels	25
3.2.1. LES SERVICES DE BASE	25
3.2.2. AGRICULTURE, ÉLEVAGE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	27
3.2.3. RELANCE DE L'ÉCONOMIE	29
3.2.4. RÉCONCILIATION, COHÉSION SOCIALE, RETOUR DES RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS	32
4. CONCLUSIONS	35
5. RECOMMANDATIONS	39
5.1. Recommandations pour le partenaire « État centrafricain »	40
5.2. Pour les partenaires du Fonds Békou	41
5.3. Pour le Fonds Békou et l'Union européenne	41
5.4. Pour les partenaires financiers du Fonds Békou	41
ANNEXES	43
ANNEXE N°1 Agenda de l'atelier	44
ANNEXE N°2 Les enjeux du Fonds Békou	47

Liste des acronymes

ACF : Action contre la Faim

ACTED : Agence d'Aide à la coopération technique et au développement

AFD : Agence française de Développement

BM : Banque mondiale

CE : Commission européenne

DFID : Département pour le Développement international (R-U)

DG ECHO : Direction générale de l'Action humanitaire et de la Protection civile

DG DEV/CO : Direction générale de l'Aide au Développement

EF : Expertise France

FED : Fonds européen de Développement

FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

IFI : Institutions financières internationales

IRC : International Rescue Committee

MAEDI : Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international

MINUSCA : Mission des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique

NRC : Norwegian Refugee Council

OCHA : Bureau de coordination des actions humanitaires de l'ONU

OMS : Organisation mondiale de la Santé

ONG : Organisation non gouvernementale

ONU : Organisation des Nations unies

PAM : Programme alimentaire mondial

PIN : Programme indicatif national

PNUD : Programme des Nations unies pour le développement

PTF : Partenaires techniques et financiers

RCA : République centrafricaine

RC/HC : Résident coordinateur/Coordinateur humanitaire

RCPC : Évaluation des besoins de relèvement et de consolidation de la paix

UE : Union européenne

USAID : Agence américaine pour le Développement international

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



Un outil innovant

Le Fonds Békou, créé en juillet 2014 par l'Union européenne, l'Allemagne, la France et les Pays-Bas, rejoints depuis par l'Italie et par la Suisse, a pour mandat d'accompagner la transition entre urgence et développement en République centrafricaine. L'idée était de mettre en place un outil rapide et flexible, permettant une mise en synergie des différents instruments budgétaires de la Commission européenne et de ceux des Etats membres. Doté d'une gouvernance inclusive, le Fonds Békou a pu contribuer à la relance de nombreuses activités économiques et agro-pastorales, ainsi qu'à la remontée en puissance des services de base. Avec la réussite des processus électoraux et l'arrivée aux responsabilités d'un nouveau gouvernement, il s'agissait de faire le point sur les activités en cours, les besoins identifiés et les possibilités d'évolutions des modalités d'intervention dans ce nouveau contexte.

Une programmation en recherche d'excellence

L'atelier « Résilience et relèvement, chemin vers le développement » qui s'est déroulé du 29 au 30 juin 2016 à Bangui, a permis de faire ressortir des éléments clés en termes d'approches, de principes opérationnels et de priorités géographiques et sectorielles à prendre en compte, ainsi que d'élaborer des recommandations stratégiques et opérationnelles pour accompagner les efforts de planification en cours dans le cadre du nouveau contexte, tant de façon très opérationnelle pour les activités en cours ou en programmation que pour la préparation de la Conférence des donateurs qui se tiendra à Bruxelles le 17 novembre 2016.

Ces principes et recommandations vont permettre de mieux orienter le Fonds Békou et les activités qu'il va soutenir :

- Il sera vital que les activités financées par le Fonds Békou puissent continuer de **contribuer à réduire les**

fractures géographiques qui ont largement contribué à la dynamique de la récente crise ;

- Toute opération financée par le Fonds Békou devra, quel qu'en soit le secteur, continuer de **contribuer à renouer les liens entre individus et communautés, mais aussi contribuer à la cohésion sociale**. Ceci doit rester un enjeu majeur tant dans les interventions en zone rurale que pour celles ayant lieu en contexte urbain, notamment à Bangui ;

- Les projets proposés au Fonds Békou pour financement éventuel devront démontrer une attention particulière à leurs interférences possibles avec les dynamiques de conflit du passé, grâce à une analyse particulière de la **sensibilité du projet aux risques de conflit**, et appliquer avec finesse le principe « **ne pas nuire** » ;

- Le Fonds Békou devra **renforcer la place particulière accordée aux institutions nationales**, tant du côté **cadrage et coordination avec les autorités** nationales et déconcentrées, que du côté « **mise en œuvre** », grâce à des **partenariats optimaux avec les ONG nationales et locales** ;

- Il s'agira notamment de **s'appuyer sur les efforts faits par d'autres programmes et bailleurs dans le secteur du renforcement des instances gouvernementales et de la société civile**, en particulier dans le cadre européen du 11ème FED et avec les autres bailleurs dans le cadre du RCPC (en particuliers son pilier 2 sur la gouvernance locale et le redéploiement de l'Etat) ;

- La programmation des différentes activités et les phases des projets devront toujours faire place aux besoins de **flexibilité et d'adaptabilité nécessaires pour rester pertinents** dans un contexte en cours de stabilisation mais encore fragile ;

- Le Fonds Békou fait bien le souhait exprimé par de nombreux acteurs d'assurer en permanence **apprentissage et redevabilité**, en soutenant au maximum les efforts **d'innovation et de transparence** ;

- L'approche renforçant l'implication des femmes et la prise en compte des questions de genre sera poursuivie, en continuité du programme Genre I, mais devenant cette fois en plus un axe transversal aux actions Békou ;
- Développer des actions de plus en plus structurantes notamment dans le secteur agropastoral aussi bien que de la relance économique en milieu urbain via l'introduction d'activité innovante (lien avec la micro-finance, partenariat avec le secteur privé, développement des filières, etc.).

Un engagement de ressources sur des points d'entrée sectoriels

Les discussions des panels et des ateliers ont fait ressortir l'importance de continuer à soutenir des activités dans les domaines d'intervention présents et à explorer les opportunités pour de nouvelles directions à intégrer éventuellement dans le Fonds Békou. En lien avec le Programme Indicatif National (PIN)¹, le 11ème FED (2016-2020) et les programmes et projets d'autres acteurs de développement complémentaires du Fonds Békou, il faudra ainsi poursuivre :

- les engagements dans les services de base (santé, accès à l'eau et à l'assainissement), à la fois clé de la survie, du bien-être des populations et du resserrement du lien « Etat-citoyens ».

· Il s'agira pour le Fonds Békou de continuer de renforcer ses engagements dans ces secteurs et de s'assurer avec le gouvernement et les partenaires de développement que les enjeux de durabilité (financement de la santé, maintenance des systèmes d'accès à l'eau, etc.) sont pris en compte.

· Il faudra explorer créativement la question de l'éducation dans les zones touchées par le conflit. Si la

thématische de l'éducation n'entre à ce stade pas dans le mandat du Fonds Békou, ce dernier peut contribuer au plaidoyer en faveur de ce secteur auprès d'autres mécanismes de financements européens, notamment dans le cadre du 11ème FED², ainsi qu'auprès d'autres bailleurs de fonds. En revanche, la formation professionnelle peut s'avérer nécessaire dans le cadre de la mise en œuvre des programmes.

· Il faudra renforcer les efforts pour la ville de Bangui où les effets du conflit restent encore particulièrement prégnants. Ceci sera clé pour la recréation d'une certaine cohésion sociale et facilitera les réinstallations dans les quartiers.

- Les investissements dans la sécurité alimentaire et, de façon plus générale, dans la sécurité économique des populations tant rurales qu'urbaines et périurbaines.

· Le Fonds Békou devra continuer à investir dans le secteur de la sécurité alimentaire, dans les domaines agricoles et pastoraux mais aussi dans ceux plus globaux de la gestion des ressources naturelles. Ceci devra se faire en complémentarité avec, voire préparer le terrain pour les autres actions prévues par les autres interventions européennes (11ème FED) et les autres bailleurs de fonds ;

· Le Fonds Békou doit soutenir toujours plus les activités à rôle structurant, notamment pour la mise en place ou le renforcement des filières intégrées des produits agricoles, y compris en zone périurbaine.

- Les investissements dans le fonctionnement de l'économie sous ses différentes facettes, tant dans les zones rurales qu'en ville. Il s'agira de permettre :

· Des injections rapides de liquidités dans des économies

¹ Le projet du PIN 11ème FED (2016-2020), en cours de préparation, propose quatre secteurs de concentration: (i) Reconstruction de l'Etat & gestion des finances publiques; (ii) Gouvernance & restauration de l'état de droit; (iii) Développement local, résilience, réduction de l'insécurité alimentaire & formation professionnelle; (iv) Relance de l'éducation.

² L'éducation est un des axes possibles indiqués parmi les orientations du Programme Indicatif Pays de la Délégation européenne à Bangui.

décapitalisées par les années de conflit, grâce à des projets de type THIMO, qui contribueront de plus aux efforts de désenclavement, de maillage du territoire et de mise en place d'infrastructures dans les zones jusque-là délaissées. Il faudra cependant veiller dans ce cadre à accompagner les dynamiques sociales au sein des communautés et ne pas se cantonner au modèle de base "*cash for work*". Ceci devra se faire en coordination et dans une cohérence d'approche avec d'autres programmes THIMO, par exemple ceux de la Banque mondiale.

· Favoriser le renforcement des capacités des EMF et faciliter l'accès des acteurs économiques locaux aux services financiers de base (**finance inclusive**). Il faudra continuer d'encourager le gouvernement et le secteur privé pour faire avancer le développement de la micro-finance et de sa condition opérationnelle comme les services de téléphonie mobile ("mobile money/banking").

· Le développement de l'artisanat et des métiers nécessaires aux secteurs du bâtiment et de la reconstruction.

Conclusions

L'atelier « Résilience et relèvement, chemin vers le développement », en réunissant plus de 200 participants nationaux et internationaux, a permis de dresser un panorama de la situation en RCA à la mi-2016 et de ses enjeux, notamment dans le domaine de la sécurité, mais surtout des besoins des populations en termes d'accès aux services, de reconstitution du tissu, de la cohésion sociale et des enjeux capacitaire, tant de la société civile que des institutions nationales et déconcentrées.

Cet exercice collectif a également permis de poser la question des mécanismes de coordination ainsi que celle de l'intégration des actions et programmes.

Il a enfin permis d'élaborer un diagnostic partagé des problèmes et des solutions dans les domaines clés financés par le Fonds Békou :

- Réduire les inégalités géographiques/spatiales par des orientations données aux acteurs de l'aide et aux investissements ;
- Tenter de remédier aux conséquences de la crise, et notamment à toutes celles liées à la destruction du « vivre ensemble » et de l'érosion de l'accès aux services de base ;
- Faciliter les retours et les réintégrations à la fois pour les réfugiés et pour les déplacés internes ;
- Maintenir l'esprit d'innovation sur les approches permettant de mieux lier urgence, réhabilitation et développement.

En faisant émerger des analyses et des directions opérationnelles, le Fonds Békou a surtout fait apparaître une volonté des acteurs nationaux et des amis de la RCA à ne pas laisser le pays retomber dans les spirales néfastes du passé, mais au contraire à trouver des voies innovantes pour accompagner de façon durable les efforts de stabilisation et de recréation d'un réel esprit de « vivre ensemble » et d'une cohésion sociale seule synonyme de paix durable.

Recommandations

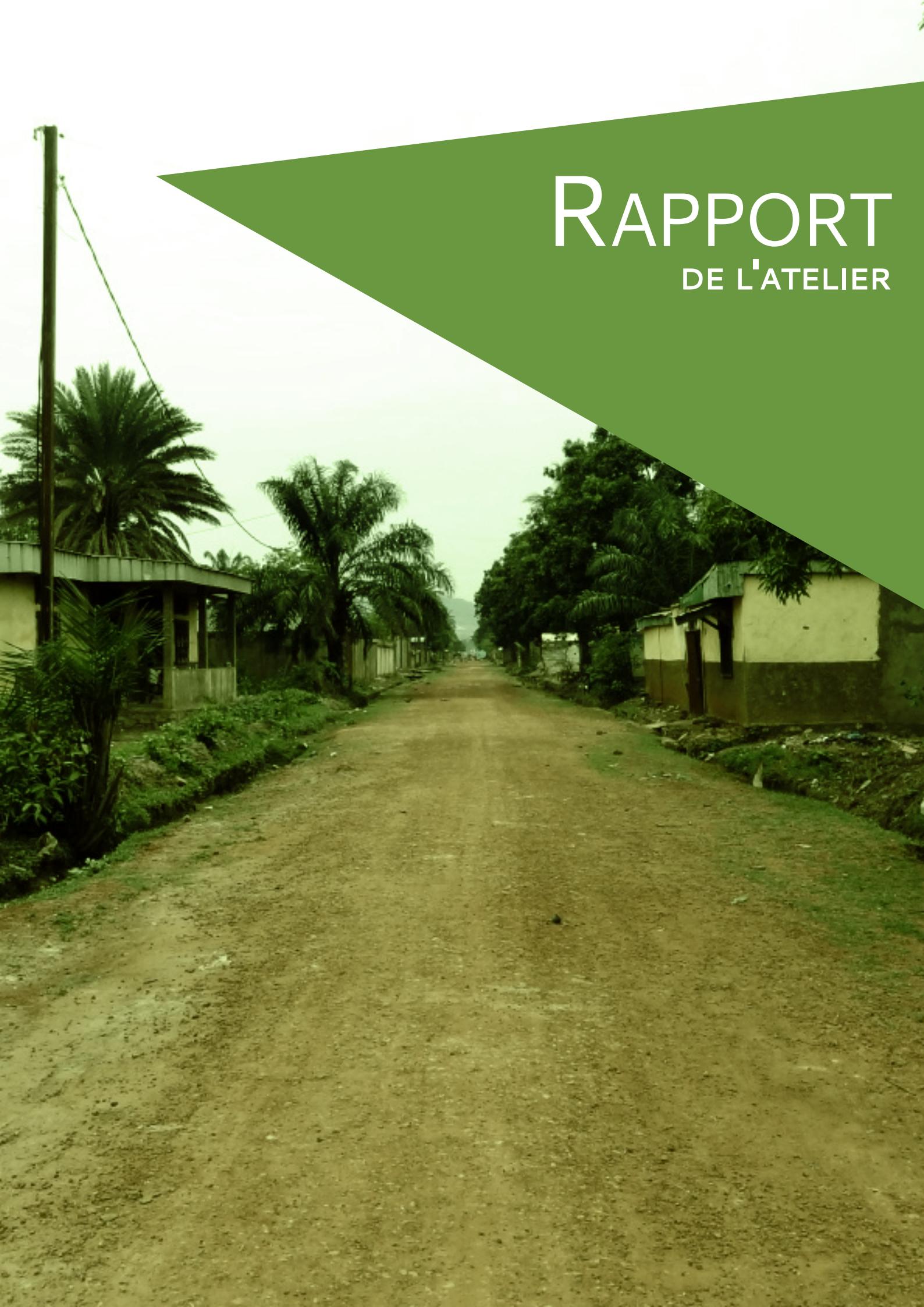
L'atelier aura permis l'élaboration de 12 recommandations qui s'adresseront au gouvernement de la RCA, aux partenaires opérationnels, au Fonds Békou et enfin à ses partenaires financiers.



Discours d'introduction en séance plénière

LES 12 RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER « FONDS BÊKOU » :

Cibles	N°	Enoncé résumé
Gouvernement de la RCA	1	De façon cohérente avec les déclarations sur les Etats fragiles et le cadre juridique du Fonds Békou, l'Etat et ses institutions techniques s'engageront plus avant dans les processus de coordination aux niveaux central et décentralisé.
	2	Le renforcement du rôle des institutions nationales, notamment des services techniques est un enjeu clé.
	3	Le gouvernement s'engage à créer un environnement administratif et juridique facilitant le travail des partenaires multilatéraux, bilatéraux et des sociétés civiles.
Partenaires opérationnels du Fonds Békou	4	Les partenaires opérationnels du Fonds Békou devront renforcer leurs efforts de coordination avec les institutions nationales.
	5	Les partenaires opérationnels du Fonds Békou devront contribuer, en fonction des enjeux de sécurité, à améliorer la couverture de la réponse aux besoins, notamment dans les zones encore délaissées.
	6	Les partenaires devront faire tous les efforts possibles afin que chaque action soit vue comme une opportunité pour recréer du « vivre ensemble » et de la cohérence sociale.
	7	Les partenaires opérationnels du Fonds Békou devront continuer leurs efforts de renforcement des capacités de la société civile centrafricaine pour qu'elle puisse avancer, au-delà des actions d'urgence, vers la résilience et le développement.
Fonds Békou	8	L'équipe Békou à la Délégation de l'Union européenne en RCA sera renforcée pour assurer un meilleur soutien aux partenaires du Fonds Békou et graduellement transférer la gestion et le suivi des programmes à Bangui.
	9	La mise en cohérence et la complémentarité entre les activités soutenues par le Fonds Békou et le reste des engagements à court et moyen termes de l'Union européenne et de ses Etats membres seront recherchés par des efforts systématiques de coordination.
	10	Le Fonds Békou se dotera d'outils de pilotage renforcés pour améliorer les fonctions « adaptation/flexibilité » et « capitalisation/apprentissage ».
Partenaires financiers	11	Les partenaires financiers du Fonds Békou qui contribuent ou souhaitent contribuer au Fonds et le renforcer pour avancer au-delà de l'humanitaire vers la résilience et prévenir la récurrence de la crise devront participer à la prévisibilité des engagements pluriannuels du Fonds Békou et de la planification de sa « stratégie de sortie ».
	12	Il s'agira d'assurer que toute une série de conditions puissent être remplies et, pour cela, assurer un soutien clair aux fonctions non prises en charge par le Fonds Békou, notamment dans le domaine de la sécurité, du renforcement des capacités des administrations aux niveaux central et décentralisé.



RAPPORT DE L'ATELIER



Séance d'introduction en plénière

PREMIÈRE PARTIE

L'ATELIER « RÉSILIENCE ET RELÈVEMENT,
CHEMIN VERS LE DÉVELOPPEMENT » :
OBJECTIFS ET DÉROULEMENT



1. L'ATELIER « RESILIENCE ET RELEVEMENT, CHEMIN VERS LE DEVELOPPEMENT » : OBJECTIFS ET DEROULEMENT

L'atelier « Résilience et relèvement, chemin vers le développement » qui s'est déroulé du 29 au 30 juin 2016 à Bangui s'inscrit pour les Centrafricains dans cette période de changement politique qui fait suite aux élections de février 2016 et qui conduit à l'arrivée aux responsabilités, en mars 2016, du nouveau gouvernement sorti des urnes. Ainsi, cette période a été vue comme opportune pour apporter une nouvelle réflexion sur les stratégies prioritaires qui permettront une résilience à long terme pour les Centrafricains.

L'objectif principal de l'atelier a été de définir un cadre commun à l'ensemble des bailleurs actifs dans les domaines du relèvement rapide et de la résilience, conformément aux priorités fixées par les autorités centrafricaines. En effet, alors que l'on rentre dans une nouvelle étape du Fonds Békou, que le nouveau gouvernement élu est en place et que la communauté internationale commence à préparer la Conférence sur la reconstruction de la RCA (prévue en novembre 2016 à Bruxelles), l'atelier « Fonds Békou » des 29 et 30 juin à Bangui devait être l'occasion de :

- faire le point sur les efforts de développement en RCA et sur les activités contribuant à la résilience ;
- réévaluer les besoins prioritaires dans les secteurs des services essentiels, de la relance économique et de la réconciliation ;
- appuyer la priorisation des interventions de réponse et la phase de programmation pour la période à venir, grâce à un dialogue multi-acteurs ;
- identifier les pistes permettant une plus grande intégration des activités soutenues par le Fonds Békou, tant par rapport aux priorités à court terme qu'aux actions de plus long terme ;
- esquisser les premiers jalons de la coordination entre bailleurs et autres partenaires de la Centrafrique pour répondre aux nombreux défis dans un contexte de reprise/lancement de nouveaux programmes ;
- et enfin tirer les leçons les plus pertinentes depuis la création du Fonds Békou afin de renforcer son efficacité dans le contexte centrafricain actuel et à venir.

L'atelier était organisé en quatre temps :

- Mercredi matin, a permis de rappeler les grands enjeux politiques et stratégiques du Fonds Békou avec des allocutions du Chef de la Délégation de l'Union européenne, du Secrétaire d'Etat français au Développement et à la Francophonie et enfin un discours du Premier Ministre de la République centrafricaine ;
- Mercredi après-midi, quatre panels ont introduit chaque fois en présence du ministre centrafricain chef de file les grands thèmes de l'atelier, à savoir : (i) réconciliation et cohésion sociale, (ii) relance de l'économie ; (iii) agriculture, pastoralisme et sécurité alimentaire, (iv) services sociaux de base (santé, eau et assainissement).

Ces présentations et les débats qui les ont suivies ont permis de préciser les principaux axes stratégiques pour chacune de ces problématiques.

- Jeudi matin, sur la base des axes présentés ci-dessus, quatre groupes de travail ont fonctionné en parallèle et ont identifié des points clés pour l'action :

- Entrée « géographique » (le « où » : cartes à compléter grâce à des post-it distribués aux participants sur lesquels ils inscrivent les actions entreprises ou à entreprendre, ainsi que les zones géographiques). On rappellera que les cartes ainsi produites et insérées dans le présent rapport ne reflètent que la présence des acteurs présents à l'atelier et ne représentent qu'une cartographie incomplète de « qui fait quoi et où » ;
- Entrée « technique et sectorielle » (le « quoi ») ;
- Entrée « modalités d'intervention» (le « comment et avec qui ») ;
- Entrée « budgétaire » (le « combien »).

- Jeudi après-midi a permis une restitution des travaux de chacun des groupes de travail suivie d'une présentation des conclusions en présence du ministre du Plan, des bailleurs de fonds, des agences des Nations Unies et des organisations de la société civile (ONG internationales et nationales).

L'intérêt pour l'atelier « Résilience et relèvement, chemin vers le développement » a été manifeste, avec plus de 200 participants, une implication forte des plus hautes autorités nationales, une présence active des institutions centrafricaines (tant gouvernementales que de la société civile), une participation forte de la communauté internationale (bailleurs de fonds, agences de l'ONU, ONG internationales) et une couverture médiatique nationale de qualité.

Il doit permettre au Fonds Békou de renforcer son impact en faveur des populations de la RCA, en soutien à la fois aux acteurs de base et aux institutions nationales, sur la base d'un dialogue et d'une redevabilité réciproque entre toutes les parties prenantes.

L'atelier a permis de faire ressortir un certain nombre d'éléments clés à prendre en compte et d'élaborer des recommandations à la fois stratégiques et opérationnelles pour accompagner les efforts de planification dans le cadre du nouveau contexte politique et sécuritaire, tant de façon très opérationnelle pour les activités en cours ou à programmer dans l'avenir proche que pour la préparation de la Conférence des donateurs qui se tiendra à Bruxelles le 17 novembre 2016.





Séance plénière lors de l'atelier



DEUXIÈME PARTIE

QUELQUES ÉLÉMENTS CLÉS
POUR CADRER L'ATELIER

2. QUELQUES ELEMENTS CLES POUR CADRER L'ATELIER

Les présentations des hautes autorités nationales et européennes, ainsi que les débats des panels, ont permis de faire un point sur la situation du pays et sur le Fonds Békou.

2.1. LA SITUATION EN RCA

2.1.1. Une crise aux racines profondes, des fractures instrumentalisées

Pays régulièrement traversé par des tensions fortes, la République centrafricaine a connu entre 2012 et 2013 une de ses crises les plus graves. Le désintérêt récurrent pour les zones marginales et périphériques a fait se superposer des tensions classiques autour des rapports de pouvoir politique (gouvernance et relations Etat-citoyens) et économique, des questions identitaires ou des compétitions pour les ressources (notamment entre peuples agraires et pastoraux), une grande inégalité au niveau des investissements dans les secteurs des services de base et de la relance économique, et de nouvelles fractures, y compris dans l'instrumentalisation des dimensions intercommunautaires et confessionnelles jusqu'alors inconnues.

2.1.2. Des efforts importants pour sortir de la spirale négative

Après la période désastreuse des affrontements de 2013 et début 2014, qui ont vu nombre d'atrocités, d'importants déplacements de populations, et une mobilisation significative de la communauté internationale, tant sur les plans politiques, militaires qu'humanitaires, la situation a commencé à se stabiliser.

Ainsi, c'est aujourd'hui une nouvelle page qui semble s'ouvrir avec, dans la lignée du Forum de Bangui, un gouvernement de transition qui a dans les grandes lignes respecté son cahier des charges, des élections présidentielles et parlementaires largement réussies et l'intronisation du gouvernement légitimé par les urnes.

2.1.3. Une situation encore fragile mais où les signaux positifs se multiplient

Néanmoins, comme dans de nombreux contextes similaires, la situation reste fragile et les besoins humanitaires issus de la crise sont encore très importants. La situation à la date de l'atelier est celle d'un pays où cohabitent espoirs et inquiétudes. L'insécurité reste prévalente dans de nombreuses zones, y compris dans Bangui, et les armes légères abondent tandis que les ressentiments issus des actes commis pendant la crise restent importants. De facto, il existe une grande hétérogénéité entre régions et au sein même des sous-préfectures, avec des zones demandant encore de l'aide humanitaire, d'autres en phase de relèvement progressif et enfin d'autres où les activités de relance du développement ont déjà démarré.

Orientation stratégique pour le Fonds Békou

Renouer les liens sociaux, intra- et intercommunautaires, ainsi que ceux devant exister entre citoyens et Etat, tout en créant des « dividendes de la paix » aux niveaux socio-économique et du niveau de vie, sont les enjeux d'un nouveau « vivre ensemble » à construire.

2.2. PRÉSENTATION DU FONDS BEKOU

2.2.1. Un outil européen original face aux défis des sorties de crise

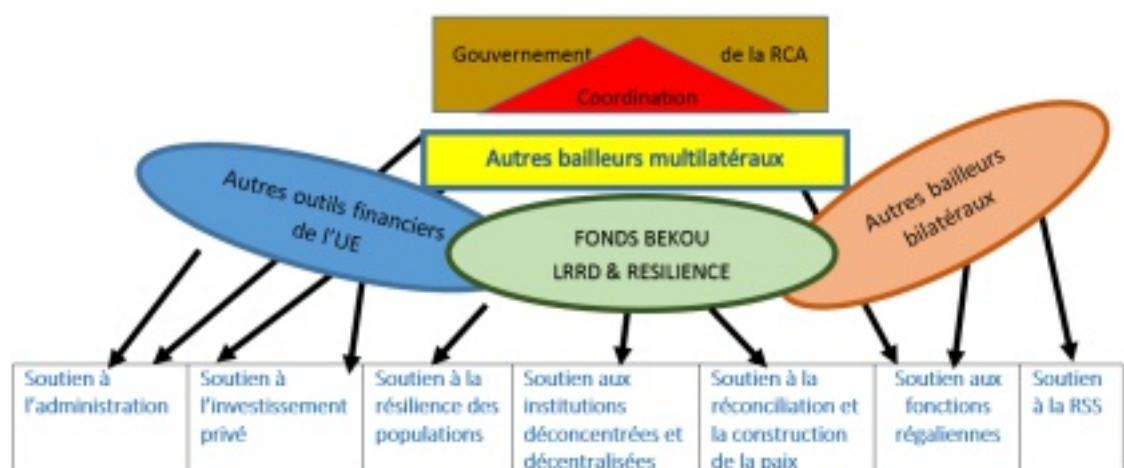
La question du financement des périodes fragiles de sortie de conflit est depuis longtemps au cœur des agendas internationaux et des réflexions des grands bailleurs, comme l'ont démontré les débats sur le « Grand bargain » lors du récent Sommet mondial humanitaire (22-25 mai 2016 à Istanbul). L'idée de mutualisation des ressources autour du concept de fonds fiduciaires est ancienne, notamment à la Banque mondiale et au sein du système des Nations Unies, mais jusqu'à présent, l'Europe n'était qu'un contributeur à ces mécanismes, dont le fonctionnement ne permet par ailleurs pas souvent de répondre aux besoins urgents.

Le Fonds Békou est le premier des fonds fiduciaires lancés par la Commission européenne pour améliorer sa capacité de réponse dans des pays chroniquement fragiles et gérer des sorties de crise complexes, ainsi que la mutualisation des capacités de la Commission avec les Etats membres, voire au-delà. Il s'agit donc d'un mécanisme pour améliorer la liaison entre action humanitaire, redressement et relance du développement ("Linking Relief, Rehabilitation and Development" – LRRD) et d'un appui à la reconstruction de la résilience des populations et des institutions nationales et déconcentrées dans un contexte post-crise.

Au-delà d'être un mécanisme de mutualisation des moyens et des réflexions coordonnées par l'Union européenne, l'originalité du Fonds Békou vient de son mode de fonctionnement : il a été conçu pour être rapide, souple et flexible afin de répondre à la complexité et aux difficultés des situations post-crise.

Le Fonds Békou ne cherche pas à tout faire et s'inscrit dans une coordination plus large avec les autres instruments de la Commission européenne, des bailleurs bilatéraux et des Institutions Financières Internationales (IFI). Il s'agira d'assurer la compréhension de tout de ce que le Fonds Békou peut faire, de ce qu'il ne peut pas faire, ainsi que des autres instruments européens et internationaux pour contribuer à la couverture des besoins hors du mandat de Békou.

Le Fonds Békou dans son écosystème de bailleurs



2.2.2. Un outil ancré dans les réflexions stratégiques de la Commission européenne

Il s'inscrit dans deux grandes réflexions de la Commission européenne et des États membres :

La résilience

Pour la Commission européenne, la résilience est la capacité pour un individu, une famille, une communauté, un pays ou une région à subir un choc, à s'adapter et à rapidement récupérer des chocs. ("The EU Approach to Resilience- Learning from Food Crises" COM(2012) 586; "Plan d'Action sur la Résilience" SWP (2013) 227).

Dans les contextes de pays qui subissent des crises, il est important de rajouter que la résilience des institutions et des sociétés civiles est aussi une des composantes fondamentales de la résilience globale d'un pays ou d'une région.

Lier l'aide humanitaire, la réhabilitation et le développement (LRRD)

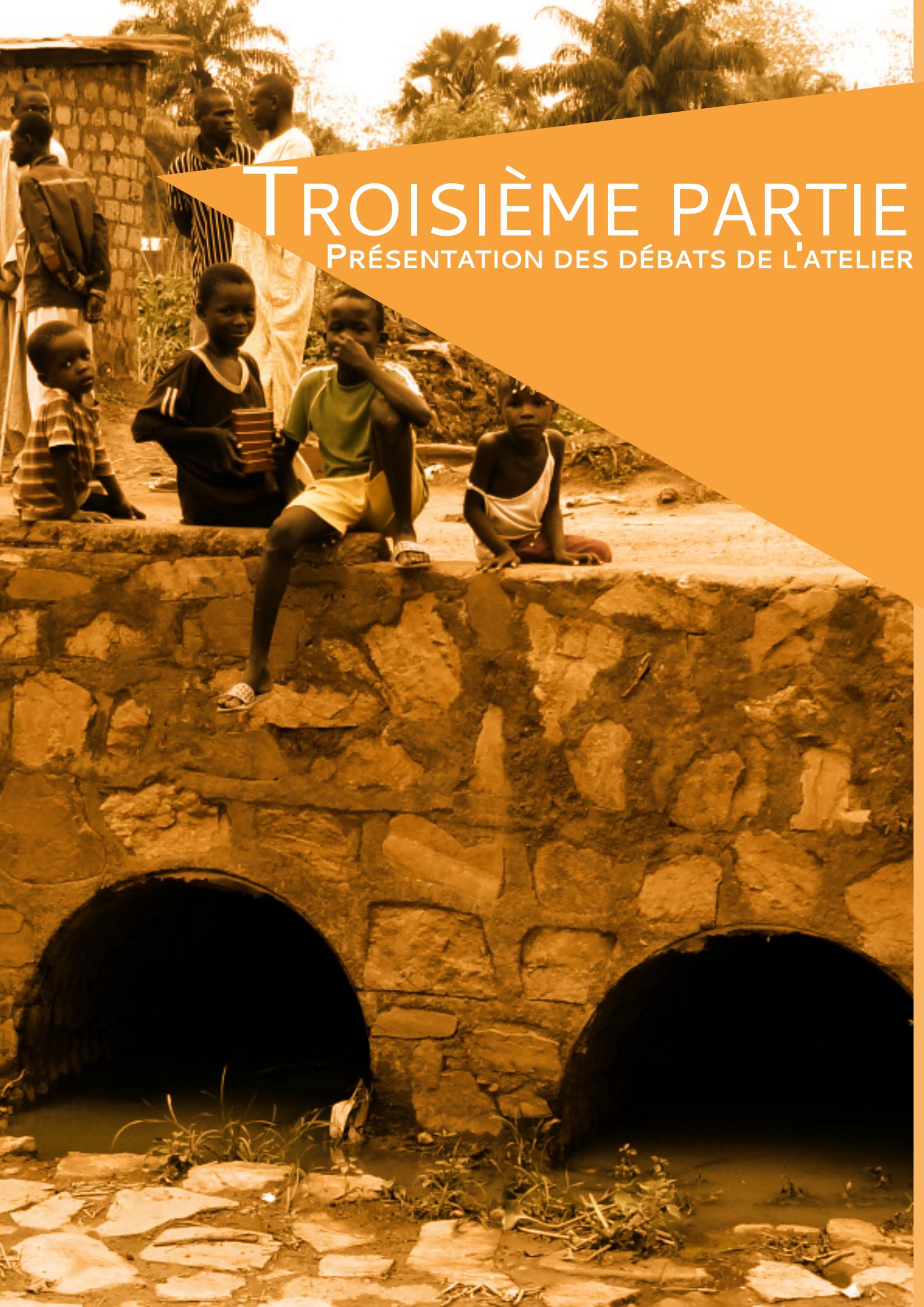
Initialement développée en 1996, l'approche de la Commission européenne sur le lien entre l'urgence, la réhabilitation et le développement (LRRD) a été réexaminée au début des années 2000. Dans sa communication d'avril 2001, la Commission souligne les limites de l'approche et identifie un ensemble de mesures qui pourraient améliorer sa contribution dans des situations d'après-crise. Elle indique que la question de la « zone grise » ne se limite pas à assurer la transition entre l'urgence et le développement (continuum). Il s'agit de renforcer les synergies entre les instruments de développement et de l'aide humanitaire, souvent mis en place en parallèle et avec peu de concertation, pour assurer de façon plus stratégique encore la prise en charge des fragilités post-conflit et les risques de résurgence des facteurs de crise (effet « prévention »).

2.2.3. Les efforts de planification de la reprise du développement en RCA

Les efforts en cours actuellement en RCA en parallèle avec la planification du Fonds Békou, et notamment l'élaboration du Programme Indicatif National (PIN) pour le 11e FED ainsi que ceux devant permettre la préparation du RCPC, donneront également des orientations stratégiques pour le Fonds Békou, même s'ils vont au-delà du mandat du Fonds.

Tous ces différents travaux s'inscrivent à terme dans les efforts de la communauté internationale pour préparer la conférence des donateurs de novembre 2016 à Bruxelles.





TROISIÈME PARTIE

PRÉSENTATION DES DÉBATS DE L'ATELIER

3. PRÉSENTATION DES DEBATS DE L'ATELIER

Les présentations des panels du mercredi, les débats qui s'en sont suivi et les travaux de groupe du jeudi ont fait apparaître un certain nombre de points clés.

3.1. LES ENJEUX GLOBAUX

3.1.1. Faire face aux hétérogénéités géographiques de développement

Les différences et inégalités géographiques de développement, de présence d'acteurs et d'institutions nationales sont très fortes sur un territoire séparé en deux zones, une zone à l'ouest plutôt bien servie et une zone à l'est largement laissée pour compte. L'importance de l'hétérogénéité de répartition de la ressource en eau est à l'origine des inégalités de la répartition de la population, qui se sont trouvées renforcées par le manque d'investissements dans la décennie précédente en termes d'éducation et de développement économique. La distance, le mauvais état des infrastructures de communication et, depuis plus de dix ans, l'insécurité sont d'immenses contraintes pour le déploiement des administrations et des services, mais aussi une cause de la faiblesse concomitante de la gouvernance.

La crise de 2012-2013 a multiplié le poids de ces facteurs. Construire une paix durable en RCA passera nécessairement par un investissement stratégique pour réduire ces lacunes et surtout la perception des injustices qui les accompagne. Il s'agira donc de recréer des liens entre les territoires, ainsi qu'entre le centre et les périphéries.

L'insécurité reste dans un certain nombre de zones (notamment le long de la diagonale nord-ouest / sud-est et de façon épisodique à Bangui même) une contrainte majeure pour développer ces actions destinées à résorber les différences de développement territorial :

- D'un côté, il s'agira d'assurer le redéploiement des forces de sécurité avec l'appui de la MINUSCA sur toute l'étendue du territoire ;
- De l'autre, il faudra assurer que les institutions régaliennes de l'Etat, notamment celles destinées à renforcer l'ordre et la justice, puissent se déployer en parallèle et en support avec celles en charge des services (santé, éducation, eau et assainissement, agriculture, etc.). Les représentants du gouvernement, et en premier lieu le Premier ministre, ont assuré de leur engagement pour que ce déploiement devienne effectif au plus vite.

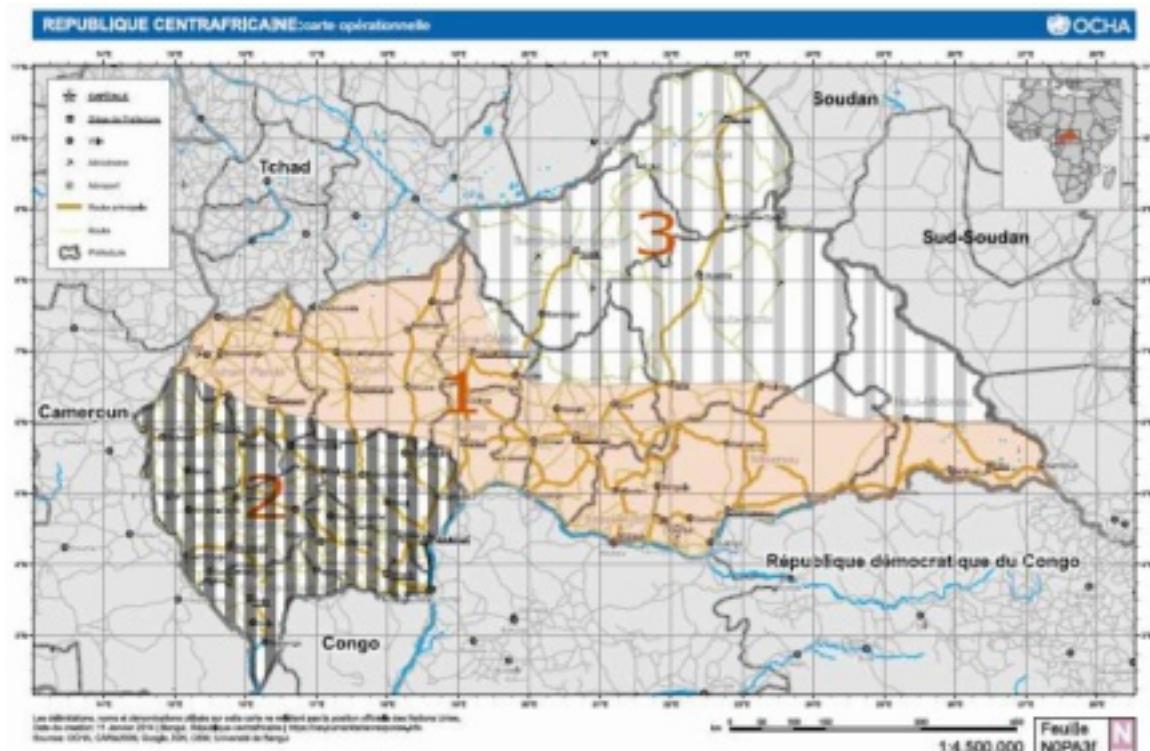
La République centrafricaine n'est pas un état homogène dans sa composition socio-culturelle, facteur important qui est souvent laissé de côté. Ainsi, il ne faut pas, dans la recherche de plus d'équité entre les territoires, oublier les aspects et les dynamiques socio-anthropologiques, car elles peuvent être liées à plusieurs facteurs clés de l'épanouissement individuel ou communautaire et de la relation entre les groupes sociaux.

Les divisions territoriales en termes de « développement » et de « sécurité/accès » sont nombreuses et ont été soulignées largement lors des différents panels et dans les groupes de travail sectoriels. Les cartes produites lors de ces groupes de travail ont permis de préciser un zonage stratégique qui a été corroboré de façon indépendante lors d'un atelier à Bangui les 16 et 17 juillet sur le relèvement précoce et l'articulation « aide humanitaire-développement ».

Ce dernier atelier conduit sous l'égide de Coordinateur humanitaire ad interim du système des Nations Unies a permis de produire une carte présentée ci-dessous qui fait apparaître trois zones différant en termes de spécificité des opportunités d'intervention, auxquelles il faut ajouter le cas particulier de la capitale de Bangui, qui demande un traitement particulier.

Ces zones sont :

- **Zone 1 : la diagonale Nord-Ouest / Sud-Est** : zone encore très turbulente, où les confrontations et les déplacements de population sont encore monnaie courante. Les besoins humanitaires, notamment de protection, y demeurent importants, notamment autour des camps de déplacés, mais les options de relèvement précoce commencent à émerger.
- **Zone 2 : Cette zone Sud-Ouest, frontalière avec le Cameroun et la RDC**, est la plus propice à la reprise du développement, mais sera aussi fortement affectée par les retours de réfugiés.
- **Zone 3 : Le Nord et le Nord-Est** forment la zone anciennement la moins développée, et représente une grande partie de la région pastorale du pays. Les conditions de travail sont fortement contraintes par les difficultés physique d'accès, mais l'enjeu d'y lancer au plus vite des activités pour paver le chemin vers le développement y est fondamental.
- **Bangui** : capitale politique et économique du pays, lieu d'affrontements intercommunautaires et de déplacements importants, Bangui doit recevoir un traitement particulier, notamment comme prévu dans le projet PRESU.



Carte des zones présentant le zonage des priorités pour les acteurs humanitaires

Ces différents enjeux géographiques suggèrent que :

- Les activités de renforcement des services devront couvrir en priorité les zones 1 et 3. En zone 2, elles cibleront le renforcement de la capacité d'absorption des réfugiés lors des retours ;
- les activités autour de la sécurité économique et alimentaire trouveront des ancrages clés dans toutes les zones, et devront participer à la gestion pacifiée des ressources en zones 1 et 3 ;
- les activités de cohésion sociale devront assurer leur rôle apaisant en zone 1 et 2, notamment dans Bangui et dans le cadre des retours de réfugiés et de déplacés.

3.1.2. Assurer que l'aide s'attache aux causes profondes du conflit et à leurs conséquences

Les représentants du gouvernement présents durant l'atelier ont insisté sur l'importance de ce point. C'est en effet un enjeu stratégique d'assurer que toute action, toute intervention, quelque que soit le secteur, puisse contribuer à la création de cette cohésion sociale qui permet aux communautés de « vivre ensemble ». Le débat sémantique sur la définition de ce qu'est « la cohésion sociale » a été particulièrement animé. S'il n'a pas amené de définition simple, il a fait apparaître un certain nombre de paramètres dont la présence est nécessaire pour que cette cohésion sociale prenne forme, et notamment l'existence de mécanismes permettant un dialogue et une résolution non violente des tensions, des échanges économiques et sociaux entre les communautés et le besoin de gérer ensemble des ressources indispensables à tous (point d'eau, caisse de résilience, centre de santé, école de brousse ou de quartier, etc.).

Il est indispensable que l'ingénierie des projets soutenus par le Fonds Békou continue de prendre en compte cet enjeu, à la fois en intégrant des approches « conflict sensitive », de « do no harm » et de recherche systématique de réduction des exclusions et de la marginalisation.

Les crises laissent des cicatrices visibles et d'autres moins visibles. Les traumatismes individuels, familiaux, sociaux et nationaux, mais aussi sur les écosystèmes et sur l'habitat sont nombreux. Il faut garantir que les multiples blessures héritées de la crise soient bien identifiées et prises en compte, y compris par exemple par des activités dans le domaine psychosocial.

3.1.3. Contribuer à la mise en place d'une gouvernance inclusive

Le rôle de l'Etat et des institutions déconcentrées, voire décentralisées, est essentiel. Si les capacités de ces institutions étaient souvent faibles avant la crise et si cette dernière les a encore plus affaiblies, l'Etat doit être rapidement remis aux commandes et l'aide s'aligner sur les priorités nationales. Ceci doit néanmoins prendre en compte l'insécurité prévalant dans de nombreuses zones et le fait que l'aide humanitaire demeurera encore nécessaire, avec ses principes opérationnels et sa capacité rapide à répondre aux besoins immédiats des populations.

S'il n'est à ce stade pas dans le mandat du Fonds Békou de s'engager formellement dans la gouvernance et le renforcement structurel des ministères et institutions nationales et déconcentrées, il va de soi que chacun des projets financés doit y contribuer, notamment en renforçant le dialogue entre les bénéficiaires des projets et les institutions nationales et locales.

3.1.4. Renforcer le rôle, les capacités et l'implication de la société civile

A tort ou à raison, la société civile de RCA s'est souvent considérée comme la grande oubliée de ces réflexions. Les interrogations sur leurs capacités des ONG centrafricaines et la complexité des processus permettant d'accéder aux financements internationaux – qui leur semblent de facto réservés aux ONG internationales (même si de nombreuses ONG centrafricaines ont bénéficié de financements directs) –, ainsi que des pratiques de sous-traitance perçues comme inégalitaires, ont créé un malaise. Par ailleurs, la déconnexion encore très fréquente de ces ONG nationales avec les mécanismes de coordination existants ne fait qu'accentuer ces ressentiments.

Il sera donc important que la nouvelle dynamique qui s'instaure contribue à atténuer ces tensions et facilite l'engagement des acteurs de la société civile de la RCA tout en

continuant le renforcement de leurs capacités organisationnelles, techniques et matérielles dans le souci de contribuer à leur meilleure structuration et professionnalisme, comme ceci est déjà le cas dans certains programmes financés par le Fonds Békou.

Les discussions en cours de préparation avec le gouvernement sur la législation relatives aux ONG devraient permettre de clarifier un certain nombre de règles du jeu. En effet, le Fonds Békou continuera de s'appuyer en grande partie sur des organisations internationales, et il faudra garantir que la législation qui se met en place, légitime face au désir de l'Etat de jouer un rôle central normatif et de coordination, ne devienne un facteur de blocage capacitaire entraînant un désengagement des ONG internationales.

3.1.5. Innover, partager

La gestion de la crise actuelle est aussi l'occasion de prendre en compte des évolutions et des innovations importantes qui se sont développées dans le monde en général et en Afrique en particulier. Les opportunités à saisir sont importantes et demanderont une créativité de tous. Les expériences sous régionales devront recevoir toute l'attention nécessaire.

Parmi les pistes d'innovations mentionnées, on notera celles liées aux secteurs :

- des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) qui ont permis à tant de pays africains de « sauter » l'étape coûteuse des lignes terrestres et qui permettent la mise en place de systèmes d'alerte, de suivi des marchés, voire formations en ligne ;
- De l'énergie (grâce notamment au solaire photovoltaïque), mais aussi de l'écoconstruction, voire de l'éco-réfrigération ;
- De l'agro-écologie, qui permet notamment de mieux gérer les ressources naturelles (compostage, rotations, cultures étagées, etc.) ;
- De la microfinance, qui facilite si souvent l'accès des paysans et artisans aux investissements et aux frais de campagne.

Tout cela doit enfin s'appuyer sur un savoir local qui nécessite d'être mieux valorisé et doté de moyens pour s'exprimer et apporter sa contribution dans l'amélioration des conditions de vie des communautés de base.

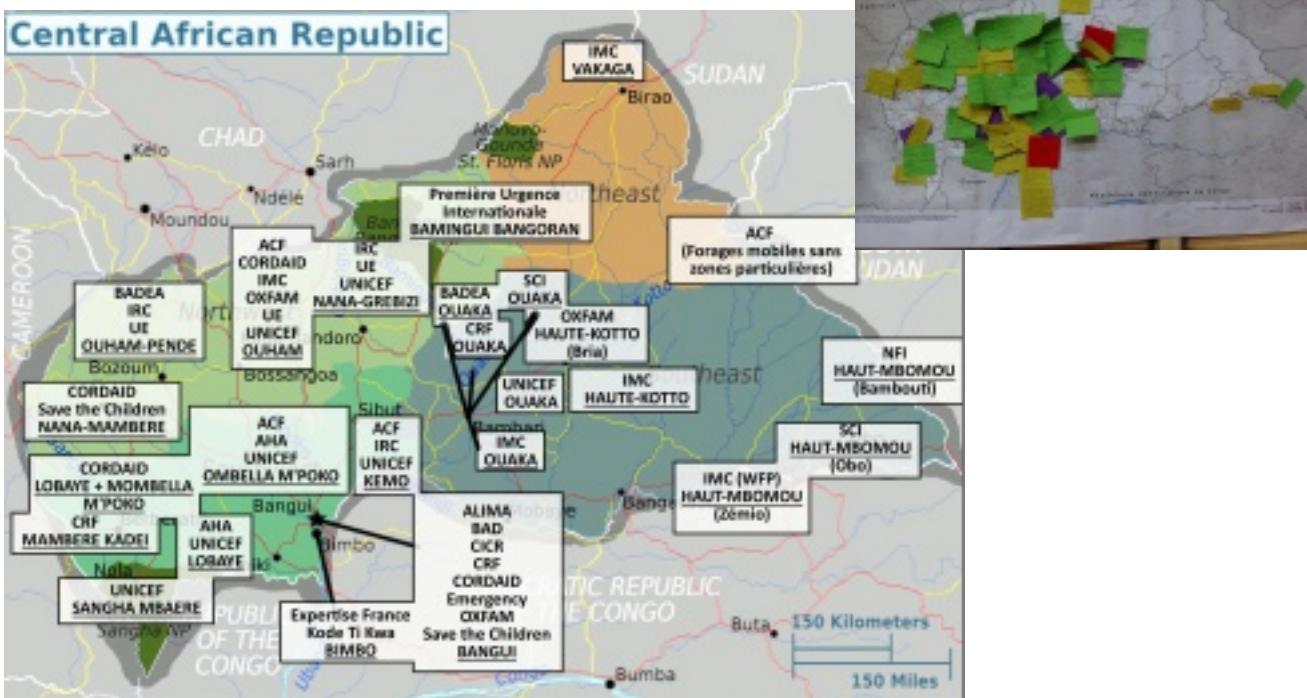
3.2. LES ENJEUX SECTORIELS

3.2.1. Les services de base

Mots clés : qualité, durabilité, autonomisation

Si l'atelier a centré ses travaux sur deux piliers clés des services de base (santé et eau/assainissement), les questions d'éducation, mais aussi d'accès aux services régaliens (justice, services d'état civil, sans oublier la sécurité) ont été mentionnés tant dans les panels du mercredi que dans les travaux de groupe du jeudi. Néanmoins, les enjeux spécifiques liés à la santé publique ont su rester au cœur des priorités dans les débats.

Même si toutes les parties impliquées n'étaient pas présentes et si tous les acteurs n'ont pas inscrit leurs activités sur la carte des services de base dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de la santé, cette dernière montre une très forte dysmétrie entre un ouest plutôt bien servi et un est largement laissé pour compte. Les points qui ressortent de ces cartes sont l'importance de l'insécurité, du réseau hydrographique et du poids des inégalités démographiques dans la répartition de la population et de l'accès de cette dernière aux services.



Carte des services produite pendant l'atelier Békou

C'est bien cette inégalité d'accès à des services de qualité qui a été une des racines/causes profondes de la crise et c'est bien cet accès à des services de base de qualité qui doit être au cœur des activités des acteurs soutenus par le Fonds Békou.

Trois grandes questions ont ainsi émergé, qui doivent jouer un rôle structurant sur les activités à venir concernant le financement du Fonds Békou:

- Enjeux de qualité des services ;
- Enjeu de durabilité des services ;
- Enjeux des capacités d'anticipation des services.

La réponse à ces enjeux passera par :

- Un diagnostic de qualité des besoins et des capacités, diagnostic qui devra être régulièrement remis à jour en fonction du temps et des activités des différents acteurs ;
- Une politique de renforcement des ressources humaines à tous les niveaux, tant au niveau central qu'aux différentes échelles des administrations et services dans les régions, préfectures, sous-préfectures et villages ;
- Une politique de renforcement des facteurs de durabilité qui passera par des politiques d'approvisionnement (en médicaments, en pièces détachées), de mise en place de « business model » ancré dans la participation des populations, notamment en termes de gestion sociale de l'eau et de système de prise en charge des soins ;
- Ceci pose notamment la question de la Pharmacie nationale, de ses approvisionnements, de sa capacité de veille sur la qualité des médicaments et sur son « business model ». Les débats « gratuité/recouvrement des coûts » en République centrafricaine restent importants mais, pour l'instant, la question de la prise en charge du coût de la santé reste sans consensus. Le décret sur la gratuité des soins a été renouvelé jusqu'à janvier 2017 et il faudra d'ici là identifier les modalités les mieux adaptées au financement du système de santé centrafricain.
- Sur l'ensemble des services, la mise en place de mécanismes de bonne gouvernance et de contrôle au niveau de la gestion ainsi que celle d'une supervision de la qualité des services sont indispensables.

- Une amélioration de la coordination à tous les niveaux, avec un rôle progressivement renforcé des institutions nationales et locales, faisant progressivement passer les Clusters humanitaires à la phase « groupe thématiques sectoriels ». Les membres des institutions gouvernementales présentes lors de l'atelier ont en tout cas clairement indiqué qu'ils devraient avoir un rôle central dans ces mécanismes de coordination, ce qui a été répété tant par le Ministre que par le représentant du PNUD.

Cependant, à côté du besoin fondamental de recréation d'un système de santé publique efficace, un autre enjeu est apparu ; celui des capacités de gestion des situations d'urgence (épidémie, blessures lors d'affrontements, brûlures lors d'incendies de marché, etc.). Pour l'instant, toute la réponse de médecine d'urgence repose sur les épaules des institutions spécialisées de l'aide internationale présentes dans le pays, y compris pour une grande part du système de veille sanitaire. Il s'agira donc de voir quand poser les premières briques du système d'urgence sanitaire national et il sera important que l'un ou l'autre des grands bailleurs traite cette question qui n'est pas réellement dans le mandat du Fonds Békou.

3.2.2. Agriculture, élevage et sécurité alimentaire

Mots clés : Diversité, organisation

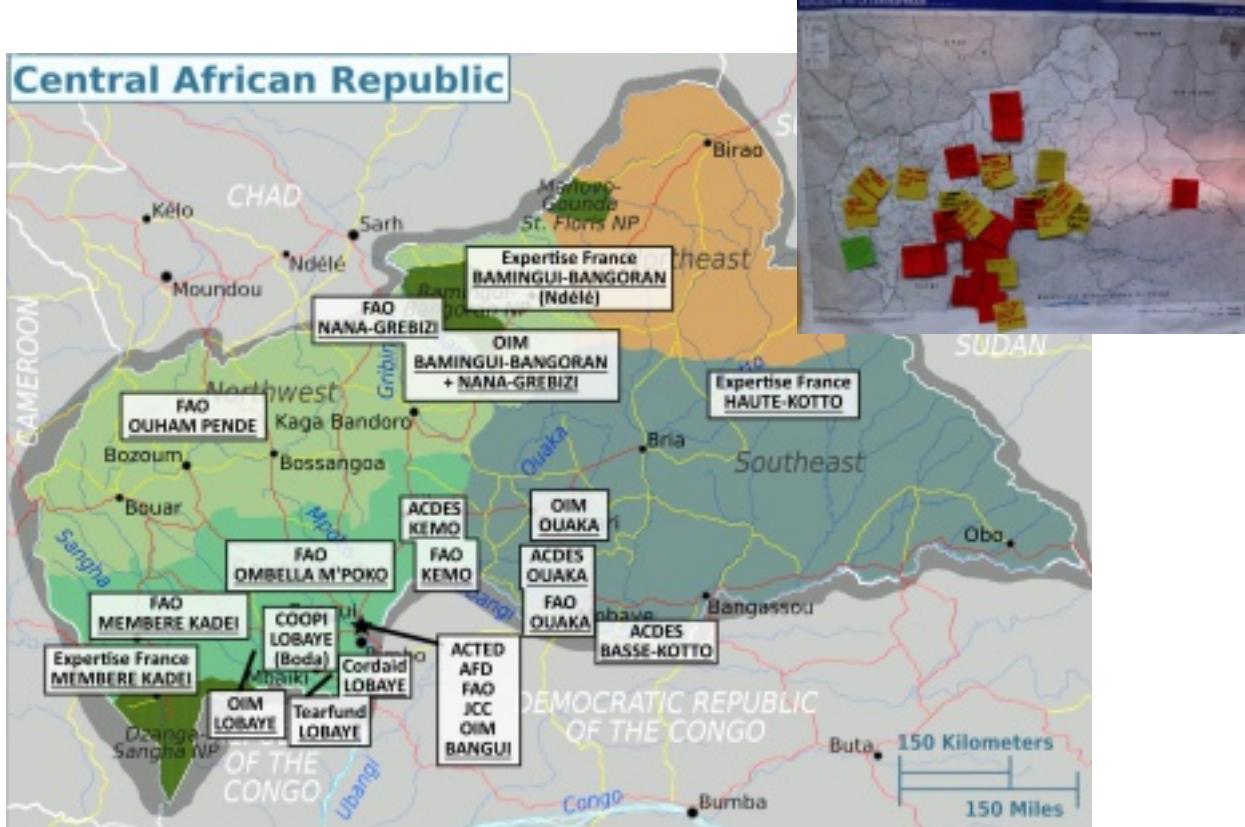
L'atelier s'est efforcé de travailler à partir des quatre piliers définis par le gouvernement (résilience, agriculture comme outil de paix, modernisation du secteur et gouvernance). La grande diversité des agroécosystèmes fut soulevée et est en partie reflétée par la carte, avec :

- Les grands systèmes de production alimentaires, souvent comportant différents degrés d'association agriculture élevage ;
- Les grands systèmes de production de culture de rente (café, coton) ;
- Les grands systèmes pastoraux avec les transhumances nationales et transfrontalières ;
- Les systèmes d'agriculture urbaine et périurbaine vitaux tant pour Bangui que pour les villes de plus petite taille.

Différents orateurs ont rappelé que le secteur agricole au sens large (agriculture, élevage, pêche, forêt) est au cœur de la création d'emploi, du renforcement de la sécurité alimentaire, de la bonne gestion des ressources, de l'équilibre de la balance des paiements et enfin de la gestion des risques de conflit et de ceux résultant des changements climatiques. **Le secteur agro-sylvo-pastoral peut et doit jouer un rôle essentiel en termes de prévention des conflits et doit avoir les capacités de médiation autour de la transhumance, de la prise en compte des questions foncières**, de la gestion des ressources naturelles (espaces boisés, point d'eau, etc.).

Les contraintes à lever sont nombreuses certes, mais résumées en une série de points :

- Le très faible niveau de productivité et de production agricole, de l'élevage et de la pêche, lié notamment à la très faible accessibilité aux intrants, aux moyens de production, au manque d'organisation des agriculteurs, des marchés et des filières ;
- La persistance de l'insécurité sur l'ensemble du territoire qui entrave l'accès à la terre et la circulation des hommes et des produits ;
- Le manque de formation technique et organisationnelle à tous les niveaux (agriculteurs, cadres, chercheurs, etc.) ;
- L'insuffisance des systèmes de transformation et de tout ce qui contribue à la création de valeur ajoutée dans le secteur (ceci est en lien avec le manque de sources d'énergie et d'équipements de transformation à faible coût) ;
- L'absence des services financiers, notamment de crédit rural pour faciliter l'accès aux moyens de production.



Carte "sécurité alimentaire / agriculture" produite pendant l'atelier Békou

Un certain nombre de mesures concrètes pour relever ces défis ont été identifiées :

- Appui organisationnel aux producteurs (groupements, associations, coopératives) pour améliorer la production, la transformation et l'écoulement de la production (cycle de production) ;
- Création des centres de formation agropastoraux ;
- Organisation, appui pour démarrage d'activité, et encadrement technique des jeunes en favorisant leur intérêt pour les activités agropastorales ;
- Délimitation et sécurisation des zones d'élevage et d'agriculture, et bonne gestion des ressources agro-sylvo-pastorales ;
- Création des micro-industries pour la production des intrants (outils, engrains naturels, géniteurs, etc.) et pour la transformation des produits agricoles et animaux sur toute l'étendue du territoire ;
- Désenclavement pour permettre la circulation des produits agricoles et des facteurs de production (pistes et routes rurales, etc.) ;
- Meilleure gestion des dynamiques transfrontalières, notamment les entrées et sorties des troupeaux et des produits de la forêt ;
- Utilisation du secteur pour favoriser la coexistence pacifique entre agriculteurs et éleveurs, mais aussi entre groupes d'éleveurs différents (périmètres d'élevages, couloirs de transhumances, réactivation des anciens codes, etc.);
- Mise en place des services innovants basés sur internet pour la circulation des alertes météo, des prix sur les marchés, des besoins de certaines zones ou de certains publics pour des produits définis, etc. ;
- Développement du crédit rural et de l'accès des paysans à la micro-finance ;
- Appui à la recherche universitaire (production des semences et intrants).

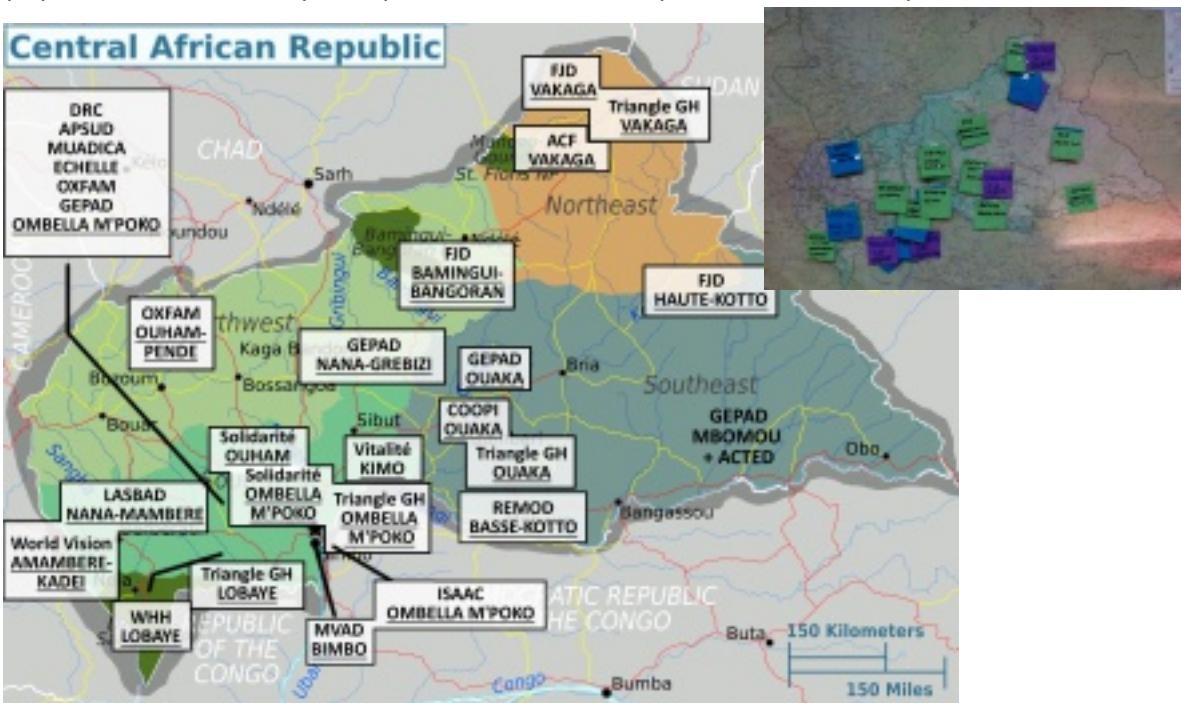
Ces recommandations sont déjà suivies et intégrées dans les projets soutenus par le Fonds Békou (sécurité alimentaire notamment) dans sa première phase et le seront davantage encore dans la deuxième phase de ces projets. Ces approches innovantes (caisses de résilience, appui aux capacités productives, dotation en capital) sont à l'origine de l'impact important de ces projets.

3.2.3. Relance de l'économie

Mot clés : Complexité et innovation

La dissymétrie géographique de développement économique et la répartition inégalitaire des initiatives pour le favoriser ont été soulignées. D'un côté, Bangui et ses dynamiques économiques qui attirent les ruraux; de l'autre, un monde rural qui trouve peu de perspectives et qui lui-même est très hétérogène. La résorber sera un des défis pour recréer du lien entre régions, populations, individus et institutions. Il s'agira de créer des cercles vertueux basés sur l'échange de biens, de savoir, d'information et évidemment d'argent.

Il faudra ainsi faire des efforts considérables en faveur de groupes à risques, notamment les jeunes déscolarisés et/ou sans emploi qui ont fourni une partie importante des combattants, sans négliger pour autant l'inclusion économique des groupes de population à besoins spécifiques (notamment les personnes handicapées).



Carte des activités de relance économique produite dans le cadre de l'atelier Békou

Face à une économie largement décapitalisée et dans laquelle les capacités d'investissement sont très limitées, les efforts pour donner de l'emploi et créer une première voie d'accès au capital avec les THIMO sont une bonne voie, mais à l'impact encore limité, étant donné la courte durée des périodes d'enrôlement disponible pour chaque individu dans un cycle THIMO. On notera qu'au-delà de son rôle de moyen de transfert financier vers les populations, le THIMO peut servir de filtre et de mécanisme d'orientation et de formation (comme cela est le cas pour le "Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain – PRESU) pour les jeunes sur le marché du travail. Un THIMO peut ainsi devenir une porte d'entrée pour former et sensibiliser les jeunes aux bonnes pratiques et aux modalités d'accès au marché du travail.

Pour autant, la définition de la « stratégie de sortie » du mode THIMO demandera des efforts :

- Dans la compréhension du marché de l'emploi ;
- Dans la formation de base (savoir lire et compter) et la formation professionnelle (métiers du bâtiment, de l'artisanat, de services) ;
- Dans la définition et la mise en place des mécanismes de financement des activités économiques (banques, microfinance, etc.) ;
- Sécurisation des flux financiers ("mobile banking").

Il faudra aussi faire des efforts importants pour l'organisation du secteur économique :

- Renforcement du tissu d'entreprises à la fois petites et moyennes (PME) comme de celui des Très Petites Entreprises (TPE) souvent familiales qui sont les clés des tissus économiques informels, notamment en ville ;
- Renforcement de la prise en compte des mécanismes globaux et du développement d'une capacité de plaidoyer, notamment grâce à la dynamisation des Chambres de commerce ;
- Soutien aux différents artisanats qui permettent la production de biens nombreux en RCA, en partie à travers le secteur informel, et en partie à travers l'économie plus formalisée.

La multitude des niches à explorer est importante :

- les filières de transformation et de commercialisation des produits agricoles au sens large (produits vivriers, de l'élevage, cultures de rente, produits de la forêt et de la pêche) ;
- le secteur du bâtiment et de la construction avec ses métiers divers (électricité, maçonnerie, plomberie, menuiserie, etc.) ;
- le secteur minier, afin de pouvoir le soutenir et l'encadrer dans le cadre des Accords de Kimberley et de la lutte contre l'exploitation illicite des ressources du sous-sol ;
- le secteur de l'énergie (solaire, bois, etc.) ;
- le secteur de l'artisanat.

On rappelle ici l'importance de la relance économique pour favoriser la cohésion sociale. Il faudra donc continuer de :

- Favoriser des projets de relance économique qui impliquent des messages de cohésion sociale ;
- Recréer l'interdépendance économique entre les communautés, source de cohésion sociale ;
- Garantir que les projets puissent être prétextes à la réconciliation. Le développement d'activités économiques au profit de la collaboration entre les communautés doit continuer d'être un axe fort du Fonds Békou.

Le rôle de l'Etat est évidemment important et à optimiser, notamment pour les dynamiques suivantes :

- la régulation et l'établissement des normes et règles pour promouvoir et faciliter la création des entreprises toutes tailles confondues ;
- la mise en place d'un contexte favorable au travail des acteurs de la solidarité internationale et de la société civile nationale ;

- la mise en place d'une fiscalité incitative, basée sur une pédagogie du service public ;
- la création des conditions du développement économique (accès au crédit, réseau télécom, etc.) ;
- la promotion, expansion, professionnalisation et supervision des établissements de micro-finance ;
- et enfin un rôle d'impulsion, pour orienter, faciliter, encourager les acteurs économiques nationaux et internationaux à investir en RCA.

Une attention particulière devra être portée par le gouvernement, la MINUSCA, les opérateurs Telecom et ceux du service bancaire à la création de mécanismes sécurisés permettant des transferts d'argent. Ce sujet, qui devient désormais un aspect **transversal du redressement** pour l'économie et la résilience, n'est en rien anecdotique. Ceci permet en effet :

- l'accompagnement de l'émergence des microentreprises ;
- le fonctionnement de l'administration publique (paiement de salaires) ;
- la sécurisation des transferts de fonds (éviter vols et rackets, les taxations illégales, etc.).

Trois axes devront faire l'objet d'une attention particulière des différents bailleurs mais surtout des autorités :

- **Les injections de liquidité grâce aux THIMO** : C'est un début d'intervention qui se fait en urgence ou post-crise avec un impact social réel ; mais un impact économique très limité et à mieux étudier. Il faut utiliser davantage le THIMO comme une porte d'entrée pour véhiculer des messages, comme un puissant moyen de médiation sociale pour sensibiliser les jeunes, et surtout pour comprendre leurs capacités et vocation afin de les insérer sur des itinéraires de formation professionnelle plus structurantes. Ceci nécessitera un suivi de proximité ;
- **Le développement des services financiers** : Ces derniers sont en effet nécessaires pour recapitaliser et faire fonctionner l'économie. Il faudra assurer le développement d'une gamme d'outils variés permettant l'émergence de capacités de financements diversifiées, et comprenant, à côté des services bancaires classiques, un secteur de la micro-finance inclusive et accessible à tous, en milieu urbain aussi bien que rural, et offrant des outils de résilience (épargne, crédit, transfert) en cas de choc pour les communautés et le paiement des salaires des fonctionnaires dans les provinces ;
- **Un appui aux dynamiques innovantes** : Il faudra identifier et soutenir les innovations techniques (liées et axées sur les filières de produit, mais aussi sur les enjeux énergétiques – solaire, bio-construction, bio-conservation des produits, etc. –, ainsi que dans les aspects de l'innovation organisationnelle des métiers – coopératives de jeunes, de chauffeurs, etc.). Dans ce cadre, tout ce qui permettra de soutenir les initiatives locales des jeunes, comme par exemple la mise en place de coopératives de services dans les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) sera bienvenu, mais devra comporter une étude de faisabilité sérieuse.

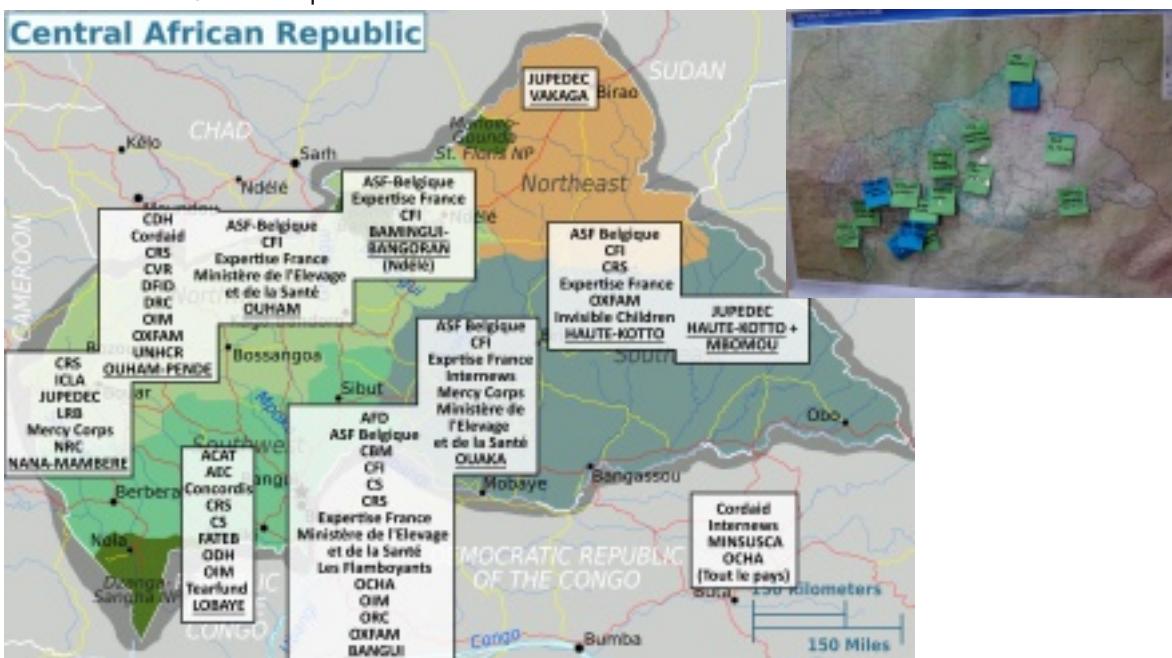
3.2.4. Réconciliation, cohésion sociale, retour des réfugiés et déplacés

Mots clés : intelligence (comprendre et mettre du lien)

Comme dans tout pays meurtri par un conflit qui a vu d'innombrables vies perdues, des communautés s'affronter et les dynamiques de vengeance prendre le pas sur le dialogue, la recherche de la réconciliation et de la remise en place d'un « vivre ensemble » doit faire partie de façon impérative des stratégies de tous les acteurs qui veulent reconstruire le pays. Cela est toutefois loin d'être simple. Les premiers travaux soutenus par le Fonds Békou dans ce secteur montre combien la qualité des diagnostics est ici très importante (y compris sur des questions socio-anthropologiques) car, en voulant travailler sur ces sujets, les risques de causer des dégâts sont nombreux.

Il est par ailleurs apparu dans les débats qu'un travail de clarification des définitions et des concepts s'avérait nécessaire pour assurer une cohérence globale des interventions : réconciliation, cohabitation, coexistence, cohésion sociale, étant donné l'importance de ces différents thèmes autour de la cohésion sociale et de la réconciliation pour le Fonds Békou.

L'analyse géographique montre là encore un foisonnement d'initiatives, mais un déséquilibre entre régions. Les zones géographiques nord/sud-ouest et Bangui sont très couvertes, tandis que le l'est l'est bien moins.



Carte des interventions dans le domaine de la cohésion sociale

Les thèmes d'action identifiés par le groupe de travail sont très divers : médiation et facilitation de dialogues intercommunautaires ; suivi de protection/mouvement de PDI ; cohésion sociale ; appui (abris...) aux retours ; appui au dialogue politique interreligieux ; soutien psychosocial ; intervention liés aux médias ; réduction de violences communautaires pour les groupes à risques.

Ce foisonnement de points d'entrée crée des questions méthodologiques complexes, avec des dynamiques de groupe très variées, des planifications difficiles à prévoir et des enjeux de la coordination demandant beaucoup d'attention. Il a été néanmoins rappelé que le lien entre actions de relèvement, de retour, de création de cohésion sociale et de réconciliation est fondamental dans la phase actuelle de l'histoire du pays et que le Fonds Békou a décidé d'y attacher beaucoup d'importance, en coordination avec les autres initiatives en cours ou à venir.

Retours/réconciliation : On assiste à des retours spontanés qu'il s'agit évidemment de prendre en compte mais pour les retours de masse dans les zones d'origine ou de réinstallation, le groupe de travail a identifié un certain nombre de paramètres clés :

- **Appui matériel au retour :** L'appui aux services de base dans les zones de retour sera essentiel pour les gens qui rentrent : santé et eau, emploi, reprise et relance emploi, renforcement de la présence de l'Etat pour créer un sentiment de sécurité. Il faudra à la fois créer les conditions de retour et définir un plan de retour intégré qui sera communiqué aux réfugiés pour les encourager à rentrer ou non.
- **Préparation au retour organisé :** Les réfugiés aimeraient être informés sur les conditions d'un retour organisé (cette année, les acteurs concernés comme l'UNHCR pensent que les conditions ne sont pas encore réunies). Toutefois, comme l'on assiste à des retours spontanés, l'idée est de travailler sur cette étape. Pour les réfugiés (dans des sites au Cameroun), la préparation au retour passe par une sensibilisation des deux communautés (traumatisme, services de base). Il faudra mettre en place un mécanisme de prévention des conflits liés au retour et à la résolution des conflits liés au foncier (LTB). La question foncière est en effet une question clé dans le conflit au sein des communautés et complique le processus de retour. Sa prise en compte est souvent même une des préconditions des retours des réfugiés et des déplacés. Le Fonds Békou pourrait intervenir d'une façon structurante à la fois en soutenant des études pour clarifier les différents paramètres de cette question foncière en fonction des différents terroirs et en soutenant les efforts de médiation pour faire les choses de manière structurante.
- **Avoir une approche communautaire** inclusive et participative, impliquant tant les réfugiés et déplacés que leurs communautés d'origine, d'accueil et/hôtes sera essentiel.

Actions pour les jeunes : Pour les jeunes ayant porté les armes, les activités DDR au sens strict sont hors du spectre Békou³, mais de nombreuses activités dans les domaines économiques et de renforcement de la cohésion sociale financées par le Fonds Békou s'en rapprochent. Comment réintégrer les jeunes à risque ? Il s'agira d'intervenir en fonction des différentes catégories qu'il faudra bien définir (mineur ancien enfant soldat, jeune adulte démobilisé issu d'un groupe à forte structuration militaire ou venant d'une simple milice d'auto-défense, jeune alphabétisé ou non, etc.), et de fournir les appuis nécessaires (alphabétisation, appui économique, conseil psychosocial, etc.).

Si un nombre non négligeable d'activités est soutenu dans l'ouest de la RCA, la question de l'accompagnement des processus intercommunautaires qui accompagnent la transhumance entre le Tchad et le Cameroun reste encore posé et le Fonds Békou est pour l'instant la seule source d'appui à des interventions sur cette thématique dans ces zones. Il sera donc important d'identifier les investissements structurants pour le Fonds Békou qui permettront de s'attaquer à ce dossier très sensible face aux dynamiques de conflits tant en RCA que dans la sous-région.

On notera aussi l'émergence d'un certain nombre de thématiques :

Enjeux psychosociaux et de réconciliation intercommunautaires : Les activités psychosociales (guérison des traumatismes) peuvent s'avérer essentielles au niveau individuel pour faciliter la transition entre le conflit et la réconciliation. Ceci implique qu'il faille prendre le temps de soigner/panser les plaies des personnes mais cela s'applique aussi aux « blessures sociétales. Il est par ailleurs important d'appuyer les communautés avec des techniques de médiation intercommunautaire et de soutenir les processus permettant aux communautés de s'engager dans un dialogue. Le groupe de travail a fait émerger un certain nombre de points qui ne sont certes pas dans le mandat du Fonds Békou, mais auxquels les activités qu'il finance peuvent contribuer et dont il pourra souligner l'importance lors des coordinations multi-bailleurs.

³ Elles font toutefois partie intégrante des activités qui pourront être soutenues par d'autres institutions, notamment la Banque mondiale.

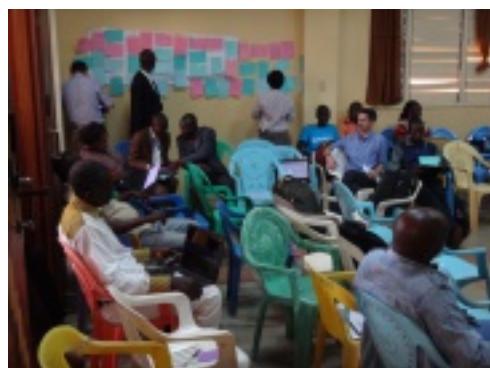
Axe programmatique pour les jeunes à risque. Des années de déshérence politique et de conflit ont induit de nombreux problèmes de délinquance, de consommation de substances illégales, voire des implications dans des filières de prostitution, ou pire dans des processus de radicalisation, etc. Ceci demandera une attention particulière et des efforts de plaidoyer envers l'ensemble des bailleurs de fonds d'une part, mais aussi des opérateurs, pour qu'ils incluent ces questions comme axe transversal dans leurs activités.

Place de la culture dans le processus de recréation de l'imaginaire collectif. On note aujourd'hui d'importantes perceptions négatives tant entre communautés qu'entre ces dernières et la communauté internationale. Il sera donc important d'assurer que les populations centrafricaines puissent retrouver leur culture de tolérance d'antan. Pour cela, les moyens sont nombreux et passent des activités culturelles (musique, théâtre, etc.) et sportives, comme moyen de cohésion sociale.

Renforcer le lien citoyen/institution : clé de la réussite du processus politique. Il faudra trouver les moyens d'associer les communautés bénéficiaires ou victimes dans la définition de la vision de la réconciliation à travers un Plan d'Action de Réconciliation Nationale. Renforcer le rôle de la société civile et créer un lien « Etat-citoyen » sont des ingrédients essentiels de la réconciliation avec ses institutions, notamment le Parlement (les élus de la Nation) pour mieux gérer les attentes du citoyen. Ceci passera aussi par la restauration de l'autorité des chefs traditionnels, ainsi que de celle de l'Etat, de la capitale jusque dans les villages les plus reculés. Enfin, il faudra encourager les groupes marginalisés à plaider leur cause auprès des autorités nationales et des acteurs internationaux (réfugiés, déplacés, LGBT, pygmées, jeunes, femmes, albinos, handicapés, etc.).

La composante média est transversale et doit être intégrée dans la réflexion stratégique, car elle est importante pour la prévention des conflits et la cohésion sociale. Les journalistes devraient être mieux sensibilisés. Les dispositifs de veille et de suivi sur ce qui est dit au travers de la presse écrite, médias sociaux et radio/TV devraient être renforcés.

Renforcer l'éducation et le travail de mémoire comme source de citoyenneté. Il faudra redévelopper l'éducation civique dans le cadre des niveaux primaires et secondaires. La relance du système universitaire doit permettre de réactiver la recherche et de l'orienter sur l'analyse des causes profondes des différentes crises à travers une analyse participative commune des causes du conflit pour constituer une sorte de mémoire collective : comment comprendre ce qui s'est passé les trente dernières années. Ceci permettra aussi de financer les centres de recherche pour essayer de capitaliser l'expérience de la RCA.



Travaux de groupe réalisés lors de l'atelier Békou



QUATRIÈME PARTIE

Conclusions

4. CONCLUSIONS

Il ressort de ce cet atelier que le Fonds Békou a jusqu'à présent significativement contribué au processus d'accompagnement de la RCA vers la paix, et que les efforts fait en faveur des populations commencent à porter leurs fruits. Le Fonds Békou s'est résolument imposé dans le paysage en RCA, et y a toute sa place, aux côtés des autres mécanismes de financement européens et internationaux. Il a su soutenir des activités clés sur le terrain, tant en zone rurale qu'urbaine, à travers un réseau de partenaires présents sur le terrain malgré des conditions difficiles (insécurité, difficile déploiement des institutions nationales, manque de capacité dans les zones excentrées, etc.). Le Fonds Békou a aussi su initier des dynamiques autour de la réduction des fractures régionales, du renforcement de la cohésion sociale et de la sécurité alimentaire et économique.

Pour autant, tout cela n'est qu'un début et le Fonds Békou semble prêt à relever le défi des enjeux principaux à venir, soit en direct, soit par des efforts de coordination et de plaidoyer auprès des autres bailleurs sur les thématiques qui sont hors de son mandat ou de ses capacités. On notera en particulier :

- L'importance qui doit continuer d'être donnée à la réduction des différences interrégionales a été confirmée, même si les conditions de sécurité restent parfois difficiles ;
- La reconnaissance du fait que toute activité mise en place sur financement du Fonds Békou doit impérativement contribuer à la recréation de lien intra- et intercommunautaires ainsi qu'avec les institutions nationales et déconcentrées ;
- L'importance pour le Fonds Békou de bien jouer son rôle de lien entre les activités d'urgence et celles de relèvement/ reconstruction des résiliences vers le développement.

L'atelier a permis de mettre en exergue un certain nombre de défis clés tant pour la RCA que pour la gestion et le développement du Fonds Békou et des mécanismes similaires que la Commission européenne et ses Etats membres ont mis en place dans un certain nombre de contextes.

La coordination entre acteurs et la mise en place de règles du jeu collectives demandent un dialogue permanent pour éviter des rapports de forces négatifs, des efforts dispersés ou des gâchis de ressources. Le partage, la recherche de synergie, mais aussi la recherche d'une efficience et d'une efficacité de l'aide pour la reconstruction de la RCA continueront d'être au cœur des efforts de tous et en particulier :

- **Un effort de coordination des bailleurs et des institutions internationales.** Tant au niveau des institutions européennes et des Etats membres, avec l'élaboration du PIN et du 11ème FED, qu'au niveau plus global avec le RCPC, les efforts concertés des Institutions financières internationales (IFI) et des Nations unies et les coordinations des PTF sont essentielles. Ceci constituera un des axes clé du fonctionnement du Fonds Békou.
- **Un renforcement du rôle, de la responsabilité et de la redevabilité des institutions nationales centrafricaines, étatiques et de la société civile,** qui seront au cœur de la crédibilité des efforts de tous pour recréer un pacte social, voire sociétal, qui permettra de mettre fin aux grandes différences de développement entre les territoires, aux inégalités sociales et aux blessures héritées des dernières années de conflit ;
- **Un plaidoyer renforcé pour garantir que la générosité de la communauté internationale est au rendez-vous.** Seule cette générosité permettra de renforcer l'accès aux services de base, de faciliter la gouvernance inclusive et d'assurer que les retours des réfugiés et déplacés se passent dans de bonnes conditions. Ceci impliquera une forte mobilisation jusqu'à la Conférence de Bruxelles de novembre et dans le suivi des engagements faits lors de cette Conférence ;

- **Garantir que les conditions de travail des acteurs internationaux et nationaux sont optimales**, en assurant un dialogue renforcé et en évitant les mesures désincitatives.

Les prochaines étapes comprendront trois grandes familles d'activités :

- **Programmation des activités à venir.** Sur la base des thématiques discutées et des principes d'action identifiés, les partenaires intéressés devront présenter des options d'intervention selon les modalités déjà mises en place en place. La présence d'un représentant du Fonds Békou au sein de la Délégation de l'Union européenne à Bangui facilite grandement cette tâche.
- **Priorisation par zone :** Il s'agira d'analyser les projets qui seront proposés en fonction des besoins prioritaires par zone géographique. Les conclusions de l'atelier sur le relèvement précoce et l'articulation « aide humanitaire-développement » qui a suivi l'atelier Békou suggèrent les priorités par zones suivantes (cf. section 3.1.1) :

Secteurs	Services de base (santé, Eau et assainissement)	Sécurité alimentaire	Soutien à l'économie	Secteur de la cohésion sociale, de la réconciliation et de gestion des déplacements (y compris les mouvements de retours)
Zones				
Zone 1	Priorité 2	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 1
Zone 2	Priorité 3	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 1
Zone 3	Priorité 1	Priorité 1	Priorité 3	Priorité 2
Bangui	Priorité 3	Priorité 3	Priorité 2	Priorité 1

- **Préparation de la conférence de novembre à Bruxelles.** Des efforts importants de toutes les parties concernées seront demandés pour le renforcement de la coordination en termes d'engagement de la communauté internationale, cela pour assurer les engagements nécessaires à l'accompagnement de la RCA sur le chemin de la paix dans la durée. Au sein du dispositif européen, notamment dans le cadre de la programmation en cours du 11ème FED, comme dans les processus plus larges du RCPC et des engagements des grands acteurs bi et multilatéraux, le Fonds Békou devra jouer tout son rôle dans la réflexion sur les priorités à court terme, moyen terme et long termes.
- **Mise en place d'un mécanisme de suivi pour accompagner les programmes.** Pour assurer l'engagement des différents partenaires du Fonds Békou à long terme, il sera important de renforcer le système de suivi et d'assurer qu'il soit d'abord un outil de pilotage avant d'être un outil de reporting et de redevabilité. Ceci demandera une réflexion sur les objectifs et les indicateurs qui leur sont attachés. Il faudra notamment définir les résultats escomptés à la fin des engagements en cours de planification au niveau du Fonds Békou :

- o **Impacts pour les populations**

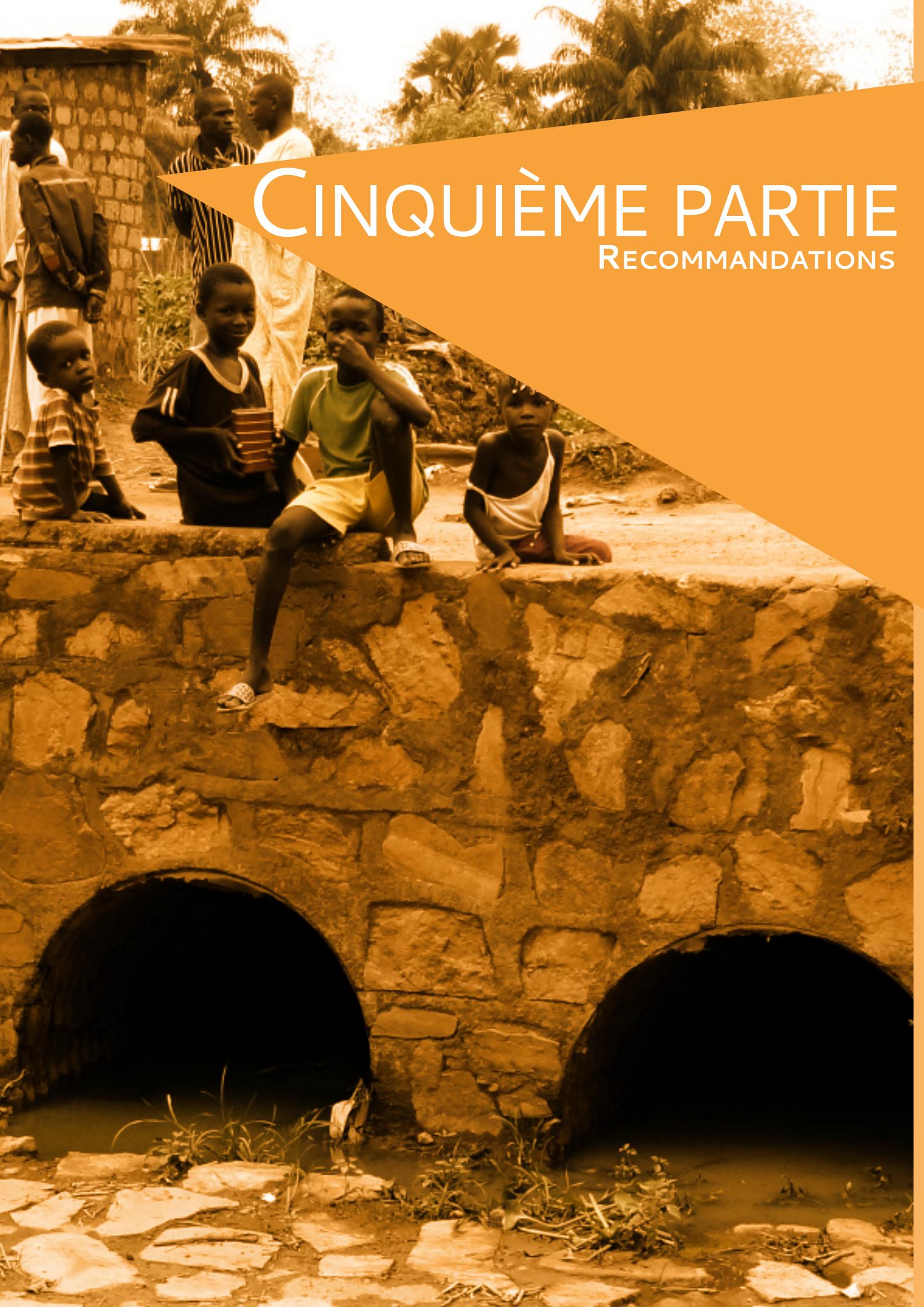
- Impacts escomptés sur les dynamiques de cohésion et de construction de la paix
- Accès aux services sociaux de base
- Relance des systèmes de production et des échanges (ruraux, urbains)
- Mise en place de systèmes de gestion de conflits (conflits agro-pastoraux, mécanismes de vie de quartier dans les villes, etc.)

- o **Impacts escomptés pour les institutions nationales et décentralisées**

- Niveau atteint des capacités de planification, d'action et de coordination
- Niveau atteint de légitimité auprès des populations.



Travail de groupe lors de l'atelier



CINQUIÈME PARTIE

RECOMMANDATIONS

5. Recommandations

Pour faire face aux défis de coordination d'un Fonds Békou qui cherche à améliorer ses performances et sa gouvernance, plusieurs questions se sont posées :

- Comment améliorer la « coordination » entre les partenaires du Fonds Békou ?
- Comment renforcer le rôle de coordination des acteurs nationaux dans chacun des secteurs concernés ?
- Comment améliorer la coordination avec les autres grands domaines d'intervention (RSS, activités régaliennes, soutien lourd aux institutions) ?
- Comment assurer un mécanisme de coordination intersectorielle pour le relèvement (sous la tutelle du Gouvernement) ?

Les clés de l'outil « Fonds Békou » étant sa rapidité d'engagement, sa flexibilité et son adaptabilité :

- Comment améliorer la flexibilité et l'adaptabilité des programmes ?
- Quel système de suivi/ soutien au pilotage mettre en place ?
- Quels outils d'appui à l'apprentissage collectif mettre en place?
- Quelle coordination établir avec gouvernement / bailleurs / partenaires de mise en œuvre ?

Pour répondre à ces questions, un certain nombre de recommandations ont été élaborées au cours de l'atelier :

5.1. RECOMMANDATIONS POUR LE PARTENAIRE « ÉTAT CENTRAFRICAIN »

RECOMMANDATION N°1

De façon cohérente avec les déclarations sur les Etats fragiles et le cadre juridique du Fonds Békou, le rôle de l'Etat et des institutions techniques dans les processus de coordination aux niveaux central et décentralisé sera renforcé et les porteurs de projets seront encouragés à être proactifs dans ce domaine, notamment en assurant la fourniture des rapports d'activités et d'exécution aux institutions de tutelle.

Recommandation N°2

Le renforcement du rôle des institutions nationales, notamment des services techniques est un enjeu clé. Les porteurs de projets sont encouragés à inclure des lignes budgétaires dans leur budget pour faciliter les visites de suivi et l'implication des services techniques dans la capitalisation et l'apprentissage au sein des projets.

RECOMMANDATION N°3

Le gouvernement s'engage à créer un environnement administratif et juridique facilitant le travail des partenaires multilatéraux, bilatéraux et des sociétés civiles. Il s'agira notamment d'assurer que la loi sur les ONG facilite la coordination, renforce transparence, redevabilité réciproque et respect des principes opérationnels des différents acteurs.

5.2. POUR LES PARTENAIRES DU FONDS BÉKOU

RECOMMANDATION N°4

Les partenaires opérationnels du Fonds Békou devront renforcer leurs efforts de coordination avec les institutions nationales : L'enjeu actuel du contexte centrafricain est de commencer à renforcer les outils de coordination de type « groupe sectoriel impliquant la présence des acteurs nationaux ». Il faudra progressivement adapter le système des Clusters pour que cette transition puisse avoir lieu de façon efficace et que la coordination puisse continuer de répondre à ses enjeux de limitation des duplications, de couverture des besoins et de cohérence d'action.

RECOMMANDATION N°5

Les partenaires opérationnels du Fonds Békou devront contribuer, en fonction des enjeux de sécurité, à améliorer la couverture de la réponse aux besoins, notamment dans les zones encore délaissées : Il s'agira en particulier d'y assurer sécurité alimentaire et délivrance des services de base.

RECOMMANDATION N°6

Les partenaires devront faire tous les efforts possibles pour que chaque action soit vue comme une opportunité de recréer du « vivre ensemble » et de la cohérence sociale : Chaque projet devra expliciter à la fois comment il compte contribuer à la reconstitution de cette cohésion sociale et mettre en œuvre le principe « ne pas nuire » (do no harm) dans les équilibres sociaux et intercommunautaires.

RECOMMANDATION N°7

Les partenaires opérationnels du Fonds Békou devront continuer leurs efforts de renforcement des capacités de la société civile centrafricaine pour qu'elle puisse avancer, au-delà des actions d'urgence, vers la résilience et le développement. Ceci impliquera un dialogue et une coordination renforcés, une mise en place en augmentation progressive des partenariats sur le terrain et enfin un soutien pour faciliter l'accès direct de ces acteurs centrafricains à des financements. Il s'agira aussi de renforcer leurs capacités/compétences/moyens pour l'élaboration et la mise en œuvre de programmes qui vont au-delà de la simple réponse humanitaire et facilitent l'engagement vigoureux de la société civile centrafricaine vers la résilience et le développement.

5.3. POUR LE FONDS BÉKOU ET L'UNION EUROPÉENNE

RECOMMANDATION N°8

L'équipe Békou à la Délégation de l'Union européenne en RCA sera renforcée pour garantir un meilleur soutien aux partenaires du Fonds Békou et assurer la gestion et le suivi des programmes : La présence actuelle d'un représentant et d'un assistant du Fonds Békou à la Délégation de l'UE à Bangui sera renforcée par des capacités additionnelles, en fonction des conditions sécuritaires.

RECOMMANDATION N°9

La mise en cohérence et la complémentarité entre les activités soutenues par le Fonds Békou et le reste des engagements à court et moyen termes de l'Union européenne et de ses Etats Membres seront recherchées par des efforts systématiques de coordination. Ceci impliquera la continuation des efforts en cours pour renforcer le dialogue, tant au sein des institutions de l'UE qu'avec les Etats membres et ceci tant à Bruxelles qu'à Bangui.

RECOMMANDATION N°10

Le Fonds Békou se dotera d'outils de pilotage renforcés pour renforcer les fonctions « adaptation/flexibilité » et « capitalisation/apprentissage ». Des liens seront établis avec des structures spécialisées (instituts de recherche, universités) pour améliorer la compréhension de l'impact et de la construction de la résilience. Des méthodes adéquates sont nécessaires pour assurer capitalisation, apprentissage et rétroaction rapide avec la gouvernance du Fonds Békou dans le but de faciliter le pilotage dans des périodes encore non complètement stabilisées.

5.4. POUR LES PARTENAIRES FINANCIERS DU FONDS BÉKOU

RECOMMANDATION N°11

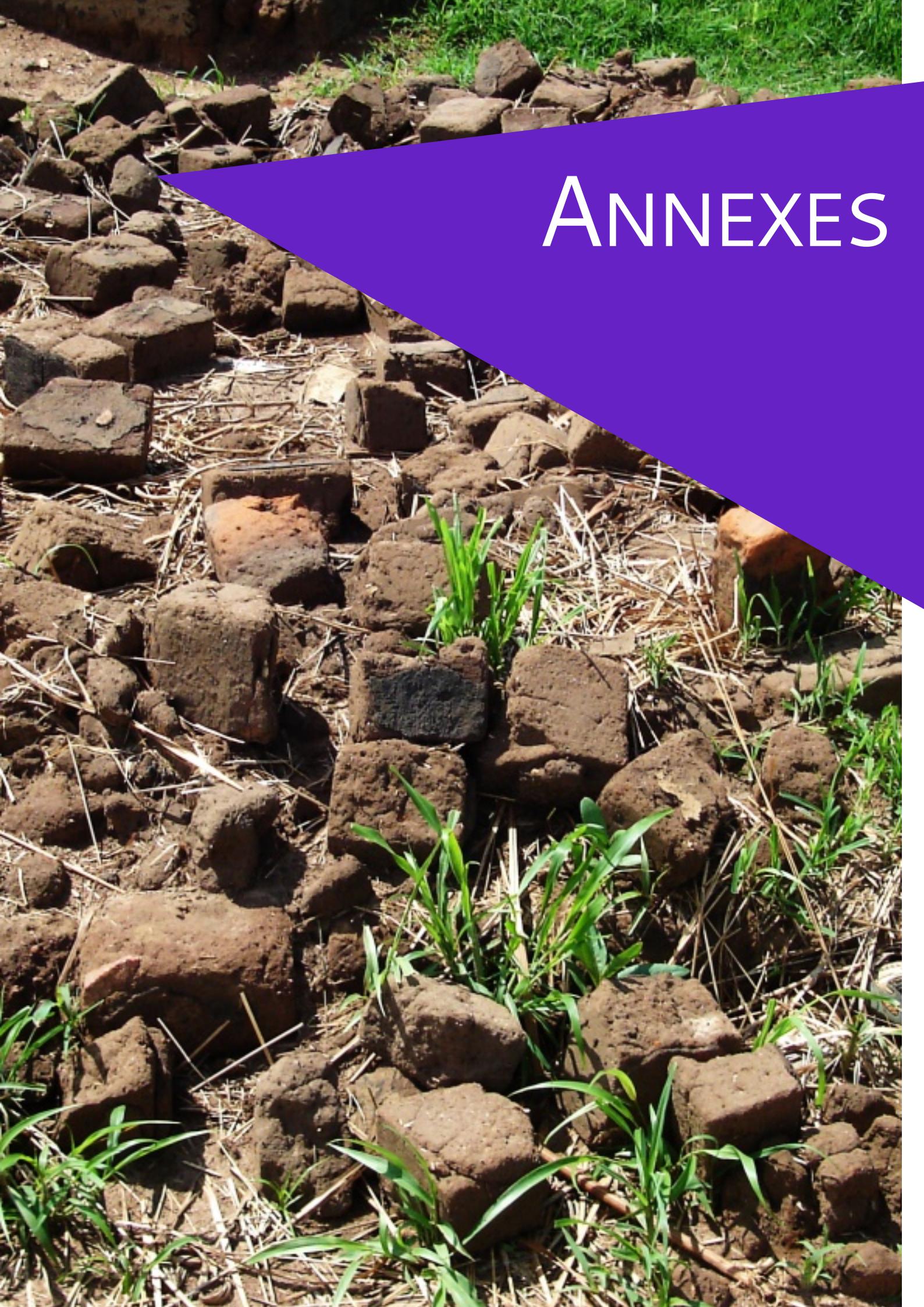
Les partenaires financiers du Fonds Békou qui contribuent ou souhaitent contribuer au Fonds et le renforcer pour avancer au-delà de l'humanitaire vers la résilience et prévenir la récurrence de la crise devront participer à la prévisibilité des engagements pluriannuels du Fonds Békou et de la planification de sa « stratégie de sortie ». Il s'agira à la fois d'assurer une gouvernance collective de qualité, des capacités d'engagement du Fonds Békou qui puissent lui permettre d'accompagner de façon suffisamment forte le passage vers le développement et la résilience, et enfin d'imaginer la mise en place des outils de développement à long terme qui permettront à la RCA de sortir durablement du cercle infernal des crises récurrentes.

RECOMMANDATION N°12

Il s'agira d'assurer que toute un série de conditions puissent être remplies et, pour cela, assurer un soutien clair aux fonctions non prises en charge par le Fonds Békou, notamment dans le domaine de la sécurité et du renforcement des capacités des administrations aux niveaux central et décentralisés. La réforme du système de sécurité, le soutien à la remise en place des administrations déconcentrées, voire la conduite de la décentralisation, sont toutes des tâches essentielles qui contribueront à la réussite des activités financées par le Fonds Békou mais qui ne peuvent pas être financées par lui.



**Session de conclusion sous
l'égide du ministre de l'Économie
et du Plan, M. Félix Moloua**



ANNEXES

Annexe n°1 : Agenda de l'atelier

RÉSILIENCE ET RELÈVEMENT, CHEMIN VERS LE DÉVELOPPEMENT

Bangui, 29 juin - 30 juin 2016

L'atelier qui se déroulera du 29 au 30 juin 2016 à Bangui s'inscrit dans cette période de changement politique pour les Centrafricains suite aux élections en mars 2016. Ainsi, le moment est opportun pour porter une nouvelle réflexion sur les stratégies prioritaires qui permettront une résilience à long terme pour les Centrafricains.

L'objectif principal de l'atelier sera de définir un cadre commun à l'ensemble des bailleurs actifs dans le domaine de la résilience et du relèvement rapide, conformément aux priorités fixées par les autorités centrafricaines. Dans cette perspective, une plus grande intégration des activités soutenues par le Fonds Békou, tant face au court terme que sur le plus long terme sera évoquée. Enfin, cet atelier esquissera les premiers jalons de la coordination entre bailleurs et autres partenaires de la République centrafricaine pour répondre aux nombreux défis dans un contexte de reprise/lancement de nouveaux programmes.

Journée 1: 29/06/2016

La première journée posera le cadre de l'atelier en donnant les grands axes de changement politique et socio-économique suite aux élections en mars 2016 et les principales orientations stratégiques dans les domaines d'intervention du Fonds Békou. Il s'agit également d'évoquer les réponses pour la résilience qui ont déjà démontré leur efficacité lors de la période de transition et de débattre sur leur pertinence dans la reconstruction du pays.

Lieu: Alliance française, Bangui

Format: Plénière

Facilitation: F. Grünewald, URD

Horaire	Session	Intervenants
8:00 – 8:30	Accueil et enregistrement des participants	
8:30 – 9:30	<p>Ouverture en plénière (haut niveau) – modération: I. Razaaly</p> <ul style="list-style-type: none">Allocution du Chef de Délégation de l'Union européenne, M. Reymondet-ComoyAllocution du Secrétaire d'Etat français chargé du Développement et de la Francophonie, M. ValliniAllocution du Premier Ministre, M. Sarandji <p><i>Suivi d'une photo de groupe</i></p>	

9:30 – 11:00	Le contexte post-transition : de la stabilisation à la résilience et au renforcement institutionnel (plénière)	Facilitation: F. Grünwald, Groupe URD
	Enjeux et défis du relèvement en république centrafricaine	M. Moloua, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération
	La réponse européenne à la crise et au relèvement	Mme Montesi, Directrice Afrique de l'Ouest et Centrale, Union européenne
	Questions-Réponses	Facilitateur M. Grünwald Tous les participants
11:00 – 11:15	<i>Pause-Café</i>	
11:15 – 12:30	Soutenir le relèvement et renforcer la résilience de la Centrafrique après la crise – Concepts, Défis et besoins prioritaires (plénière)	Facilitation: F. Grünwald, URD Introduction: F. Di Mauro / I. Razaaly
	Services essentiels: Santé, Assainissement et eau <ul style="list-style-type: none"> • Cadrage/débat • Questions-Réponses 	Panel: <ul style="list-style-type: none"> • Mme Ndjengbot, Ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Population • M. Falibali, Directeur général Hydraulique, Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique • M. Carret, Représentant, Banque Mondiale • Dr. Itama, Responsable de l'unité urgence, OMS • M. Sow, Coordinateur Cluster WASH Discutants: <ul style="list-style-type: none"> • Croix-Rouge centrafricaine • Cordaid
12:30 – 13:45	<i>Déjeuner (buffet)</i>	

13.45 – 15.15	Réconciliation, cohésion sociale, retour des déplacés/réfugiés <ul style="list-style-type: none"> • Cadrage/débat • Questions-Réponses 	Panel : <ul style="list-style-type: none"> • Mme Baikoua, Ministre des Affaires sociales et de la Réconciliation nationale • M. Aboubacar Coulibaly, Représentant, PNUD • M. Mballa, Directeur adjoint, UNHCR • M. Nsenkeng, Chef de Mission Adjoint, CHD Discutants : <ul style="list-style-type: none"> • FNEC • IRC • Fondation Hirondelle/Radio Ndeke Luka
15.45 – 16:00	<i>Pause-Café</i>	
15.15 – 16.30	Relance économique/création d'emplois <ul style="list-style-type: none"> • Tour de table • Questions-Réponses 	Panel : <ul style="list-style-type: none"> • M. Teke Ngounnon, Service d'Appui aux Entreprises, CCIMA • M. Noël Mayan, Directeur général, CMCA • Mme Corine Lozé, Directeur général, Orange • M. Douzima, Directeur, ACFPE Discutants : <ul style="list-style-type: none"> • Fonds Békou • ACTED • M. Boillot, économiste
16.30 – 17.45	Agriculture et Sécurité alimentaire <ul style="list-style-type: none"> • Cadrage/débat • Questions-Réponses 	Panel : <ul style="list-style-type: none"> • M. Feizouré, Ministre de l'Agriculture et du Développement rural • M. Namkoisset, Directeur de Cabinet, Ministère de l'Elevage & de la Santé animale • M. Scaglia, Représentant, FAO • PAM • M. Mbetid-Bessane, Directeur, LERSA Discutants : <ul style="list-style-type: none"> • CRS • DRC

Annexe n°2 : Les enjeux du Fonds Békou

— Pour les principaux bailleurs multilatéraux et partenaires financiers contribuant au Fonds Békou :

- Disposer d'un interlocuteur ayant la masse critique pour agir conjointement (cadre commun d'analyse des besoins, division du travail, cofinancements) ;
- Participer à une modalité nouvelle de coordination de l'aide, basée sur la cogestion de moyens mutualisés en situation post-crise ;
- Disposer d'un véhicule flexible et sécurisé de financement d'activités sur le continuum urgence-réhabilitation-développement ;
- Fournir une modalité pragmatique de coordination de l'aide, dans un contexte de fragilité structurelle de l'administration centrafricaine ;
- Participer à l'effort de stabilisation / reconstruction de la RCA dans le cadre d'un partenariat multi-acteurs tirant les leçons d'erreurs commises par la communauté internationale sur d'autres terrains post-crise ;
- Formaliser et concrétiser leur engagement politique à la résolution de la crise centrafricaine sans avoir à assumer des coûts de transaction prohibitifs.

— Pour les principaux partenaires opérationnels du Fonds Békou :

- Disposer d'un interlocuteur financier unique ce qui limite le nombre de négociations, la multiplicité des reportings et diminue les coûts de transaction ;
- Améliorer la cohérence des actions en limitant la compétition et les incohérences fréquentes quand il y a une grande diversité de bailleurs peu ou mal coordonnés (le Fonds Békou permet d'avoir un cadre commun d'analyse des besoins, une clarté dans la division du travail, et réduit la complexité des cofinancements) ;
- Faciliter la transition opérationnelle entre actions humanitaires, actions pour accompagner la sortie de crise et relance du développement avec une approche centrée sur la reconstruction des résiliences.

— Pour les populations :

- Pouvoir réellement revivre dans la paix et la sécurité, en confiance avec les autorités et les diverses communautés qui forment la nation centrafricaine ;
- Renforcer la résilience face aux aléas et aux risques de recrudescence des tensions ;
- Disposer rapidement d'un accès sécurisé aux services de base (santé, éducation, eau, logement, etc.) ;
- Reprendre confiance dans des administrations capables et redevables envers les citoyens ;
- Retrouver un équilibre et un retour à une normalité digne de vie.

— Pour les équilibres géographiques en RCA et sans la sous-région :

- Pouvoir apporter une réponse aux impacts de la crise dans la sous-région, notamment grâce à des programmes transfrontaliers et des programmes d'appui aux réfugiés au Cameroun, au Tchad, en RDC et au Congo ;
- Assurer une attention aux équilibres géographiques des interventions sur le territoire centrafricain, notamment entre les zones agricoles, pastorales et face aux grandes zones de transhumance du Nord-Est et Est du pays ;
- Assurer la prise en charge appropriée des enjeux urbains, tant à Bangui que dans les petites villes de l'intérieur.

— Pour le gouvernement centrafricain :

- Accompagner les autorités centrafricaines dans la définition, le financement et la mise en œuvre de politiques publiques et de projets post-crise ;
- Travailler avec un pool d'interlocuteurs coordonnés mobilisant chacun des volumes financiers importants sur une période de plusieurs années (éviter le morcellement du paysage de l'aide et la volatilité de l'aide) ;
- Renforcer la capacité des institutions centrafricaines, tant au niveau des ministères qu'à celui des institutions déconcentrées et décentralisées ;
- Coordonner les actions des acteurs internationaux et de la société civile nationale ;
- Recevoir un appui stratégique de renforcement de ces capacités tant dans la gestion de l'aide, la bonne gouvernance que la délivrance des services de base (résilience des institutions).



Commission Européenne
Direction Générale du développement et de
la coopération – Europaid
41, rue de la Loi
1040 Bruxelles, Belgique

Délégation de l'Union Européenne en
République centrafricaine
Avenue Barthélémy Boganda, B.P. 1298
Bangui, RCA



Groupe URD
La Fontaine des Marins
26170 Plaisians, France
Tel : +33 (0)4 75 28 29 35
urd@urd.org